

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 28 JANVIER 1909.

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1909 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GILLÈS DE PELICHY.

MESSIEURS,

Le projet de budget du Ministère des Affaires Étrangères, pour l'exercice 1909, s'élève à fr.	4,031,408
Les crédits alloués pour 1908 montaient à	4,003,863
soit, pour 1909, une augmentation de fr.	28,545

Cette augmentation se répartit comme suit :

Augmentation pour faire face aux promotions et majorations normales de traitement du personnel. (Chap. I ^{er} , art. 2). fr.	13,543
Augmentation pour les traitements de drogmans, frais de lettrés et d'interprètes, traitements et indemnités à des employés dans diverses résidences. (Chap. V, art. 10). . . .	10,000
Total. fr.	23,543

Nous lisons dans la note préliminaire que « cette augmentation est nécessaire, en partie, par le développement du service de l'interprétariat auprès de plusieurs de nos consulats de carrière en Orient et en Extrême-Orient. Elle est destinée, en outre, à permettre le relèvement des traitements alloués à des drogmans et interprètes en fonctions dans certaines résidences.

« D'autre part, le projet de budget est en diminution de 13,000 francs sur

(1) Budget, n° 4^v.

(2) La section centrale, présidée par M. Cooreman, était composée de MM. Ouverleaux, Nolf, Fléchet, Pirmiez, Gillès de Pelichy et Carton de Wiart.

les frais qui figurent au chapitre V, article 11, parce que le Gouvernement propose de distraire de l'ancien crédit la somme destinée à l'assistance des Belges se trouvant sans ressources à l'étranger et d'en faire l'objet d'un article nouveau (art. 12). La dépense en question se différencie sensiblement des autres charges de l'article 11, lesquelles sont des dépenses courantes d'économat.

» Cette diminution de crédit est donc compensée par une somme équivalente sur laquelle on propose d'imputer « les secours de toute nature alloués à des nationaux se trouvant dans le besoin à l'étranger et les encouragements aux œuvres destinées à leur venir en aide » (1).

Enfin, pour répondre à un désir exprimé maintes fois au sein de la Chambre des représentants et au Sénat, de voir encourager la carrière de nos jeunes diplomates, le Gouvernement propose d'ajouter au texte du chapitre II, article 6 : *Traitement des agents diplomatiques, indemnités locales pour frais de représentation et de logement et indemnités à quelques agents non rétribués*, la disposition suivante : *Le Gouvernement est autorisé à disposer, en faveur d'agents diplomatiques non rétribués, des sommes restées sans emploi sur les diverses allocations du présent article.*

Il reste parfois certaines sommes disponibles sur les allocations individuelles fixées pour les chefs de légation, soit par suite de la vacance d'un poste pendant quelque temps, soit par suite d'une mutation qui fait succéder un ministre résident à un ministre plénipotentiaire ; grâce à cette modification du libellé, ces excédents pourront servir à allouer une indemnité aux jeunes secrétaires ou attachés de légation envoyés à l'étranger sans traitement.

Le projet de budget a été adopté : dans la 2^e section, par 13 voix contre 8 et 1 abstention ; dans la 3^e section, par 15 voix contre 7 et 2 abstentions ; dans la 4^e section, par 13 voix contre 3 ; dans la 5^e section, par 9 voix contre 6 et 1 abstention, et dans la 6^e section, par 12 voix contre 5 et 2 abstentions. Il n'a été rejeté que par la 1^{re} section, et cela par 6 voix contre 6 et 3 abstentions.

L'examen, au sein de la section centrale, a porté principalement sur les observations présentées dans les sections ; puis il s'est étendu à quelques questions nouvelles. C'est ainsi que notre représentation nationale à l'étranger, nos moyens d'expansion économique, le projet de majoration des droits déposé à la Chambre française par la Commission des douanes, les travaux de la Commission hollando-belge, et la protection de nos émigrants temporaires, donnèrent lieu à quelques échanges de vues, dont nous nous efforcerons de rendre compte dans ce rapport.

I. — LES LÉGATIONS.

Au cours des discussions auxquelles le vote de ce budget donna lieu durant les années précédentes, plusieurs orateurs ont parlé d'une fusion possible entre le service diplomatique et le service consulaire.

(1) Note préliminaire annexée au projet de budget, p. 4.

Qu'une quasi-fusion soit possible, nul ne le conteste, puisque, de fait, elle existe déjà dans nombre de pays, où nos agents du service extérieur sont à la fois ministres et consuls généraux (1), ou bien consuls investis de titres diplomatiques (2). Il est, en effet, des pays où le rôle de nos agents est avant tout économique et commercial ; il semble même qu'il n'y peut guère avoir d'autre caractère. Nos intérêts sont suffisamment représentés, dans ces régions, par un consul. Mais ce serait se méprendre sur nos propres intérêts et sur les sentiments des autres nations que de croire que, dans beaucoup de pays, même d'ordre secondaire, l'existence d'une légation peut être considérée comme de peu d'importance. Pour tenir ce langage, il faudrait méconnaître à la fois et les services spéciaux rendus par nos diplomates et le sentiment de fierté, disons même de susceptibilité, parfois fort grande, de certains Etats. Pour ne citer qu'un exemple : un diplomate ne nous disait-il pas dernièrement que les Argentins font parfaitement la distinction entre un consulat de carrière, dont le titulaire porte le titre de ministre résident, et une légation. C'est pourquoi ils s'étonnent, ajoutait-il, qu'il y ait un *vrai* ministre à Rio-de-Janeiro et que nous jugions qu'un consul leur suffit. Ce qui est vrai à Buenos-Ayres doit être vrai dans d'autres régions. Et ne pensons pas qu'il en serait autrement dans nos vieux pays d'Europe, bien au contraire ! Ici, plus encore peut-être que dans d'autres pays, on ne touche pas impunément aux usages établis. Il ne paraît point, du reste, qu'il serait avantageux aux plus jeunes et aux plus petites d'entre les nations de prendre une pareille initiative. Pour ce qui nous concerne, il serait d'ailleurs difficile de soutenir que, vis-à-vis des puissances garantes de notre neutralité et vis-à-vis d'un grand nombre d'autres États, maintenant surtout que notre patrie est devenue une puissance coloniale, nous n'avons pas à entretenir autre chose que des relations purement commerciales. A tenir compte de notre situation internationale, il serait donc dangereux et déraisonnable de vouloir supprimer un des deux services ou de faire prédominer l'un sur l'autre ; mieux vaudrait, semble-t-il, là où des réformes sont jugées nécessaires, un sérieux effort de réorganisation et de coopération.

Les progrès accomplis récemment dans le développement de notre organisation consulaire sont considérables. Attachons-nous à améliorer, dans les mêmes proportions, notre service diplomatique.

Pour ce faire, « une création » qui, suivant le rapport adopté par la Chambre de Commerce d'Anvers dans sa séance du 10 mars 1908, se recommanderait tout spécialement, serait peut-être celle de postes d'attachés commerciaux à nos légations. Cette question avait déjà fait l'objet d'intéressants rapports du comte L. de Villegas de Saint-Pierre et de M. H. de Limal au Congrès de Mons. Elle fut aussi traitée dans un article inséré, en mars 1908, dans la *Revue Économique Internationale* et dans une série d'articles

(1) Il en est ainsi notamment dans le Grand-Duché de Luxembourg, au Maroc, au Brésil, en Égypte, en Perse, en Chine, au Japon, au Mexique, en Turquie.

(2) Nous citerons la République Argentine, la Bolivie, le Chili, la République de Cuba, le Guatemala, le Pérou, le Siam, le Venezuela.

parus dans une publication industrielle économique et commerciale intitulée : *L'Écho de l'Industrie*.

« Ce nouveau rouage, mis à profit par nos concurrents, mérite d'être bien étudié chez nous », écrit l'honorable rapporteur du Budget de l'an dernier, et, au nom de la section centrale, il recommande cette question à l'attention toute spéciale du Gouvernement.

Comme le fait remarquer l'auteur de l'article paru dans la *Revue Économique Internationale* (1), la Belgique doit, avant tout, vivre d'exportation et d'importation et pourtant elle ne possède ni marine, ni banques établies au dehors, ni représentants ou voyageurs visitant la clientèle étrangère, ni aucun des autres organismes propres à développer le mouvement commercial d'une nation. Il importe qu'elle cherche un remède à cette situation. D'autres pays, tels que l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, le Canada, l'Autriche, l'Italie, le Danemark, la Russie, la France, ont déjà fait l'essai des attachés commerciaux et s'en sont généralement bien trouvés.

L'Allemagne dépense annuellement près de 500,000 marks pour ce service, qui compte actuellement douze fonctionnaires. Dans un rapport fait à une des dernières assemblées de la « Fédération des Associations commerciales et industrielles de Belgique », M. J. Soubre, secrétaire de la Chambre de Commerce de Verviers, fournit des renseignements détaillés sur l'activité particulière de plusieurs de ces agents. « Leur mission consiste surtout à renseigner les producteurs allemands sur les faits économiques et industriels qui se passent dans leurs circonscriptions respectives, à indiquer aussi les inventions nouvelles, les modes de travail d'application récente, à signaler les progrès qui se réalisent, etc., etc...

» Ils tiennent un livre-journal des indications qu'ils donnent. C'est ainsi qu'à New-York il est arrivé que le nombre de ces indications a été, en 1906, de 1,993 contre 2,168 en 1905. Cette diminution n'est du reste qu'apparente et se trouve en réalité compensée en nombre par les renseignements qui ont été fournis verbalement aux intéressés.

» Les demandes concernant l'importation de marchandises allemandes à New-York se sont considérablement accrues; elles ont été successivement :

En 1903 de . . .	548.
En 1904 de . . .	418.
En 1905 de . . .	446.
En 1906 de . . .	628.

» Ce qui atteste le souci des fabricants et exportateurs allemands d'étendre leur champ d'action sur le marché américain. Aussi n'hésitent-ils pas à s'adresser à leurs consuls généraux.

» Ces demandes sont, du reste, très variées. Pendant la période de 1903 à 1906, elles ont porté sur les articles suivants :

(1) H. de Limal, mars 1908.

	1903	1904	1905	1906
» Industrie métallurgique et construction				
de machines	67	79	82	172
Tissus	28	58	67	70
Produits chimiques	20	51	62	78
Produits alimentaires	20	51	48	45
Industrie du papier	32	54	53	76
Bijouterie et bibeloterie	16	42	47	85
Pierres et ciments	15	24	18	32
Verre et porcelaine	22	17	21	25
Cuirs et peausseries	5	11	14	18
Divers	—	29	53	57

» Les demandes proviennent généralement d'industriels et de commerçants allemands, mais aussi de sociétés de commerce et de chambres de commerce; d'autre part, beaucoup de maisons américaines se sont également adressées au consulat général de New-York pour avoir des indications sur les produits allemands.

» Les demandes de renseignements personnels ont été rares. On en compte 53 seulement en 1906, et on ne les donne que dans des cas graves et urgents, le consulat ne voulant point se substituer aux bureaux de renseignements.

» Par contre, le consulat a eu à répondre à de multiples questions concernant notamment :

	1906	1905
La délivrance de brevets américains	41	55
L'industrie américaine et ses procédés	58	55
Les droits de douane des États-Unis	51	91
Les droits de douane en Allemagne	75	—
La représentation des maisons américaines en Allemagne	82	70

Jusqu'ici les missions commerciales anglaises comportaient la résidence à l'étranger; mais il en résultait la perte du contact avec le pays d'origine, contact nécessaire à l'exacte compréhension de ses besoins économiques.

Les attachés commerciaux furent donc rappelés à Londres, qui deviendra désormais leur quartier général. Ils visiteront les districts industriels du Royaume-Uni, se tiendront en contact avec les départements ministériels intéressés et feront des voyages spéciaux à l'étranger, formant ainsi une sorte de corps de voyageurs de commerce nationaux (1). »

En France, M. d'Estournelles de Constant a défini comme suit, au Sénat, les fonctions des attachés commerciaux :

« Elles sont doubles, dit-il; elles s'exercent simultanément ou successivement et à l'étranger et en France (2).

(1) H. DE LIMAL, *Revue Économique Intern.* Mars 1908.

(2) Sénat français. Séance 5 décembre 1908.

» A l'étranger, l'Attaché étudie l'état du marché et les besoins de la consommation; il recherche dans quelle mesure nos ressources nationales peuvent répondre à ces besoins.

» Ce n'est pas de sa part une étude théorique, c'est une enquête à la fois générale et spéciale, dont toute la valeur dépend de son impartialité, de son impersonnalité.

» Il connaît les ressources de nos diverses régions, nos produits industriels et agricoles, et il a pour première attribution de rechercher des acheteurs et des marchés pour ces produits.

» C'est là la première partie de sa tâche. Cela fait, il ne suffit pas que notre Attaché commercial connaisse les clients éventuels qui achèteraient volontiers nos produits. Il faut encore que les producteurs français soient avertis de ses efforts. Il faut qu'ils soient mis personnellement au courant du résultat de ses recherches; il faut qu'il leur indique les moyens de profiter des occasions qu'il leur signale, soit en agissant directement et individuellement, soit en s'organisant collectivement pour acheminer leurs produits dans la bonne voie jusqu'à la porte de ces acheteurs, ou tout au moins jusque sur le marché que l'Attaché commercial considère comme bien préparé à les accueillir.

» Ainsi voilà deux fonctions bien distinctes exercées par le même homme. L'une est fonction d'enquête, d'observation; elle suppose, pour être consciencieusement remplie, une somme énorme de travail, de lecture, de voyages et en même temps de réelles qualités de jugement et de caractère; elle suppose aussi une initiative qui ne peut s'exercer en dehors de l'action et du contrôle de l'ambassade, étant donné surtout l'importance croissante des questions économiques dans les relations internationales.

» L'autre est fonction de recrutement, d'éducation, d'entraînement, d'organisation...

» L'Attaché commercial, après avoir fait à l'étranger cette sorte d'office de placier en faveur de notre production nationale, revient en France de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe agricole ou industriel bien inspiré, ou sur l'invitation du Ministre. Il s'adresse aux producteurs d'une région déterminée; il leur dit: « Voici la liste des marchandises que vous auriez chance de vendre dans le pays où je remplis mes fonctions d'Attaché; voilà les marchandises qui seraient bien accueillies, qui seraient bien payées, celles que vous auriez tort de ne pas envoyer. » Il leur donne des adresses, des conseils sur la direction à suivre, les garanties et les précautions à prendre, les voies de transport les plus pratiques, les modes d'emballage les meilleurs, les habitudes et les exigences de la clientèle, etc., etc. »

Dans notre pays, la question si importante de notre représentation commerciale officielle à l'étranger est soumise, en ce moment, à l'examen du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce; nous ne doutons pas que ce corps consultatif fera de l'institution des attachés commerciaux une étude approfondie et que, tenant compte de l'expérience acquise dans d'autres régions il puisera, dans cette organisation nouvelle, les éléments indispen-

sables au rouage qui s'adaptera le mieux à nos usages et à nos besoins particuliers.

Comme le fit du reste fort bien remarquer l'honorable M. Carton de Wiart, rapporteur du Budget de l'an dernier, « le Gouvernement a déjà marqué sa sympathie pour cette idée. En effet, des vice-consuls de carrière ont été attachés à certaines légations des pays d'outre-mer. Nos diplomates ont ainsi, sous leurs ordres, dans les pays où nous pouvons trouver les débouchés les plus féconds et les plus considérables, des hommes dont les vues sont, en quelque sorte, exclusivement dirigées vers le développement des forces économiques de notre pays » (1).

On peut se demander également s'il n'y aurait pas là un champ d'action pour certains de nos jeunes diplomates.

Certes, des notions théoriques de droit et, plus encore, la connaissance pratique des affaires journalières, telles que les questions d'état civil, de nationalité, de milice, l'art de manier un code et d'y retrouver promptement l'article recherché, sont indispensables à nos attachés d'ambassade, et nous devons souhaiter qu'elles soient, si possible, encore développées chez eux; mais le pays est surtout en droit d'attendre, de ses futurs représentants à l'étranger, des connaissances commerciales et industrielles de plus en plus sérieuses et approfondies.

Or, de l'avis des hommes les plus compétents, seules des visites fréquentes aux établissements belges et étrangers, de nombreuses enquêtes faites sur place et des rapports détaillés, rédigés avec l'aide et sous la direction d'hommes expérimentés, peuvent assurer à nos agents une formation rationnelle et complète. Pénétrée de cette idée, la section centrale attire sur ce point l'attention toute particulière du Gouvernement.

1^{re} QUESTION.

« Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a lieu d'exiger de nos futurs diplomates des connaissances de plus en plus complètes et pratiques de droit et de sciences commerciales ? »

RÉPONSE.

« Les attachés de légation qui ont passé avec succès l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de 2^e classe font tous un stage de six mois à la Direction du Commerce et des Consuls du Département des Affaires Étrangères.

» Ce temps est consacré à la préparation de l'examen d'aptitude au grade de secrétaire de 1^{re} classe, qui porte exclusivement sur les questions économiques et commerciales dont le *Moniteur* publie chaque année la liste au mois de décembre.

(1) La même idée se trouve reproduite par M. L. van Scherpenzeel, consul général de Belgique à Moscou, dans un excellent rapport présenté au Congrès de Mons et intitulé *Moyens et agents d'expansion*, etc., p. 446 (8).

» Pendant le temps que les attachés de légation passent à la Direction du Commerce et des Consulats, ils collaborent en outre aux travaux de la Direction et s'initient par là à traiter pratiquement les questions qui intéressent les relations économiques de la Belgique avec l'étranger.

» Cette préparation a produit les meilleurs résultats. Elle est complétée par la collaboration des secrétaires de légation aux travaux, en matière commerciale, des chefs des missions auxquelles ils sont adjoints après avoir passé leur examen. »

II. LES CONSULATS.

Il résulte des discussions très intéressantes qui eurent lieu, durant ces dernières années, tant à la Chambre qu'au Sénat, lors de l'examen du Budget du Département des Affaires Étrangères, que nos honorables collègues sont unanimement d'accord pour souhaiter que le nombre de nos *consuls de carrière* soit, autant que possible, majoré et que ces agents soient aussi de mieux en mieux rétribués.

Déjà, nous sommes heureux de le constater, le Gouvernement est résolument entré dans cette voie. Le crédit pour les dépenses consulaires, qui n'était que de 566,000 francs en 1891, atteint aujourd'hui plus d'un million. De 1884 à 1908 le nombre de nos agents consulaires est monté de 447 à 636, et nos consuls de carrière, qui n'étaient que 23 il y a vingt-quatre ans, sont aujourd'hui près de 70; enfin, de 1896 à 1904, plus de soixante voyages d'études ont été accomplis par eux dans les cinq parties du monde, et ces explorations commerciales ont occasionné une dépense totale de 165,000 francs (1).

Mais l'œuvre de rénovation entreprise, en 1892, sous les auspices du comte de Mérode, avec l'assistance du Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, et en grande partie résolue par son successeur le baron de

(1) Ces explorations se répartissent comme suit :

En Europe : quatre en Allemagne, trois en Russie, une en Hollande, une en Grèce, une en Turquie.

En France, en Espagne, en Portugal, en Italie, en Autriche-Hongrie, en Roumanie, en Sibérie, en Danemark, en Suède, en Norvège, aucune exploration n'a été effectuée, parce que nous n'y avons point de consul de carrière.

En Asie : des explorations ont été effectuées en Anatolie et dans les îles de l'archipel avoisinant, en Syrie et en Palestine, en Kurdistan et en Mésopotamie, en Arabie, en Crète, dans l'île de Chypre, dans l'île de Ceylan, en Birmanie, en Chine, dans l'île de Formose, au Japon, en Sibérie et en Corée;

En Australie : des explorations ont été faites dans les États du Commonwealth australien, en Nouvelle-Zélande et en Nouvelle Calédonie;

En Afrique : nos agents ont exploré l'Algérie, la Tunisie et la Tripolitaine, le Dahomey et la Nigérie, la province portugaise de l'Angola, les colonies du Transvaal et du Fleuve d'Oranje, ainsi que celles du Cap et du Natal;

En Amérique : des explorations ont été faites au Canada, aux États-Unis (États du centre, de l'ouest et du sud; au Mexique, au centre-Amérique, au Venezuela, au Brésil, en Bolivie, au Chili et aux Antilles.

Favereau, à la suite de l'impulsion donnée par les arrêtés des 25 septembre 1896 et 15 janvier 1897, demande sans cesse à être complétée et adaptée aux nécessités nouvelles.

Nul n'ignore, en effet, que, si le programme des études de nos agents a été renforcé, si leur mode de recrutement a été amélioré, si leur nombre a été considérablement augmenté, il reste cependant encore, dans le régime de nos consulats, bien des perfectionnements à introduire. C'est ainsi que dans nombre de pays nous n'avons point encore de consul rétribué, et dans d'autres vastes régions, telles que l'Angleterre, le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Mexique, les Indes néerlandaises, nous n'en possédons encore qu'un seul !

Vu l'importance que présente l'exportation pour notre industrie nationale, qui, en présence du progrès sans cesse croissant de notre production, se voit obligée d'écouler au moins les deux tiers de ses produits à l'étranger, vu le peu d'importance relative de nos échanges avec les contrées transocéaniques (1), la section centrale considère qu'il est de son devoir d'attirer l'attention du Gouvernement sur le développement de nos consulats. Elle ne doute point que, dans la mesure du possible, il s'efforcera de renforcer la représentation de notre industrie dans tous les pays et dans toutes les villes, où elle a quelque chance de trouver des débouchés.

Pour relever le prestige de la carrière consulaire et pour attirer les jeunes gens vers les pays lointains, il importe que nos hôtels consulaires aient bon aspect et que l'on assure à nos consuls une situation convenable. Pour les fixer dans les pays d'outre-mer, il paraît nécessaire de leur fournir les moyens d'y résider avec leur famille. N'y aurait-il pas lieu, par conséquent, de majorer les traitements des consuls mariés ? Certains membres de la section centrale ont vivement insisté sur ce point et nous croyons utile de transmettre ce vœu au Gouvernement.

Déjà il est tenu compte, dans une certaine mesure, des besoins spéciaux que nos agents peuvent éprouver dans des situations déterminées. Nous souhaitons que l'on se montre de plus en plus large à cet égard et que l'on attache des avantages spéciaux aux consulats qui imposent un travail particulière-

(1) Les exportations du commerce spécial de la Belgique ont atteint, en 1906, le chiffre de 2,794,000,000 de francs, se répartissant comme suit :

Europe,	2,188,800,000
Amérique,	283,700,000
Asie,	120,200,000
Afrique,	83,200,000
Océanie,	18,100,000
	2,694,000,000
	100,000,000 diamants taillés exportés pour diverses destinations non spécialement mentionnées.
	2,794,000,000

ment pénible et continu (1). Ces postes importants devraient toujours être occupés par l'élite de nos agents; et pour obtenir leur concours, il faut que nous leur assurions une position enviable.

Certes, les consuls de carrière, lorsque leur formation a été suffisante, et lorsque périodiquement ils reviennent, ne fût-ce que pour quelques mois, dans notre pays, pour y compléter leurs études et se tenir au courant de nos progrès économiques, peuvent rendre à l'industrie belge et à nos compatriotes établis à l'étranger d'inappréciables services. Nous devons souhaiter de voir leur nombre s'accroître dans de fortes proportions; et, d'une façon générale, nous serons d'accord pour leur donner la préférence sur les consuls honoraires. Cette préférence se justifie plus particulièrement encore dans les pays où, comme en Orient, la carrière consulaire jouit d'un grand prestige, ainsi que dans les principaux ports de mer et dans les villes essentiellement commerciales (2).

Mais, dans les capitales où réside un corps diplomatique, et dans les très grandes cités où un étranger met nécessairement du temps à se faire connaître et apprécier, on peut se demander si le système, assez généralement suivi de nos jours, qui consiste à choisir un consul parmi les principaux commerçants de la place, est toujours condamnable. Certes, nous avons des consuls marchands de valeur fort diverse. Il en est que l'on accuse de s'inquiéter trop exclusivement de leurs propres affaires et de s'occuper par conséquent trop peu des nôtres; il en est d'autres auxquels on reproche parfois de travailler surtout en vue d'une distinction honorifique, d'une décoration; il est même des diffamateurs ou des critiques, peut-être trop acerbes, qui vont jusqu'à affirmer que l'activité de certains d'entre eux tendrait à diminuer lorsque ce but suprême est atteint; mais n'en est-il malheureusement pas parfois de même dans d'autres carrières? Ces consuls, si le témoignage rapporté ci-dessus est exact, seraient-ils donc les seuls fonctionnaires dont le ruban rouge, anxieusement attendu, aurait quelque peu étranglé le zèle? Ne soyons pas si sévères envers des agents qui, après tout, ne sont point rétribués, et reconnaissons que parmi nos consuls honoraires ou marchands, nous possédons un grand nombre d'hommes sincèrement dévoués, qui, par leurs connaissances essentiellement pratiques, par la grande situation qu'ils occupent dans le monde des affaires, leur fortune personnelle et leur position sociale, en imposent à leurs concitoyens et sont à même de nous rendre et nous rendent chaque jour les plus grands services.

Il ne paraît donc pas exact de dire que, d'une façon absolue, les consuls-marchands sont inférieurs aux consuls de carrière, et réciproquement; c'est là avant tout une question de circonstances.

(1) Le rapport présenté au Congrès mondial de Mons, p. 8, par M. CAPELLE, Directeur général du Commerce et des Consulats aux Ministère des Affaires Étrangères, *Des Moyens et agents d'expansion*, contient des remarques fort justes à cet égard.

(2) Au cours de la discussion du Budget de l'an dernier, on souhaita la multiplication de ces agents dans les ports si importants de France et d'Angleterre, ainsi que dans les villes de l'Allemagne du Nord.

Il ne serait peut-être pas mauvais non plus de mettre nos industriels et nos commerçants en garde contre une tendance d'après laquelle certains d'entre eux seraient portés à croire que *nécessairement* tout renseignement sur la situation économique d'un pays étranger doit leur parvenir par l'intermédiaire de nos consuls. Ils les chargent volontiers d'enquêtes de toutes sortes, ils les obligent à s'informer à la hâte; c'est là parfois s'exagérer leur pouvoir et les moyens d'investigation dont ils jouissent. C'est plus souvent encore commettre une grave imprudence; car on attire ainsi l'attention des producteurs étrangers sur les dangers de la concurrence belge, et, plus d'une fois déjà, des démarches intempestives ont eu pour effet de provoquer des mesures contre certains importateurs de notre pays.

Le rôle du consul doit être plus discret; il doit se faire une situation dans la contrée où il réside, de façon à pouvoir, sans provoquer aucune méfiance, aider nos industriels et nos commerçants. S'il veut réussir, il ne peut, à aucun titre, s'être compromis par une activité qui doit rester du domaine de l'agent commercial privé. Les investigations de cette sorte sont et devraient être partout l'œuvre des associations de commerçants, tels que l'*Exportverein* d'Autriche-Hongrie, les unions puissantes d'agents-voyageurs allemands, et les groupements semblables qui existent en France et en Hollande.

Avouons-le, nous avons la fâcheuse habitude, dans notre pays, de tout attendre et de trop attendre du Gouvernement. Certes, nous avons le droit de lui demander beaucoup, et il ne désire rien tant que de nous venir en aide. Mais gardons-nous de pécher par manque d'initiative. Ne nous laissons pas devancer par les agents privés de nos puissants voisins! Ce serait une lourde et irréparable faute.

Une des causes principales du succès extraordinaire remporté par le commerce allemand réside dans son outillage incomparable en agents-voyageurs. L'Autriche-Hongrie suit cet exemple; son *Exportverein* envoie chaque année, dans les différentes parties du monde, des pléiades de jeunes gens rompus aux affaires; elle organise l'exportation des marchandises en commun et facilite le recouvrement des créances douteuses sur l'étranger. La Société Anonyme Hongroise de Commerce poursuit à peu près le même but et, de leur côté, nos excellents voisins, les Hollandais, ont créé des sociétés d'hommes d'affaires, telles que *Het buitenland*, subventionnées par l'État. Après avoir étudié la fabrication chez eux, les jeunes gens qu'on y forme vont compléter leur instruction commerciale à Londres et à Hambourg. Ils y sont soutenus et encouragés par des membres correspondants de leur association, auxquels ils sont spécialement recommandés. Ces jeunes gens capables et sérieux forment déjà toute une série de professionnels; ce sont d'excellents voyageurs de commerce pour l'étranger. Quand aurons-nous les nôtres et quand notre pays sera-t-il doté d'une institution semblable? La question fut soulevée au Congrès de Mons. Des vœux furent formulés dans ce sens, notamment par l'Association des Anciens Elèves de Melle.

M. J. Du Bois, délégué de leur union, les a résumés en ces termes :

« 1° Il est urgent de favoriser l'expatriation des jeunes gens qui désirent

s'établir en pays étranger en leur procurant l'assistance pécuniaire indispensable et en leur assurant le retour au pays en cas d'insuccès indépendant de leur volonté ;

» 2° Il y aurait lieu de procéder à la création d'un organisme officiellement reconnu, lequel aurait la compétence nécessaire et les pouvoirs voulus pour allouer judicieusement des bourses de voyages ou, prêts temporaires ;

» 3° Nous croyons qu'il serait utile que cet organisme fût composé entre autres de membres délégués par chacune des principales associations d'anciens étudiants d'établissements belges d'instruction, pour autant que ces associations puissent justifier de relations influentes et sûres dans le monde commercial ou industriel de l'étranger... »

Ces vœux, émis au Congrès mondial, ont été en grande partie réalisés par la « Société d'encouragement pour le commerce français d'exportation », fondée en 1884 sous le patronage de la chambre de commerce de Paris et reconnue d'utilité publique par décret du 7 février 1901.

« Son capital s'élève à environ 400,000 francs, fournis par des souscriptions volontaires de la haute finance, d'établissements financiers puissants, de chambres syndicales, de compagnies de transport, d'assurances maritimes, de sociétés industrielles, de particuliers, etc... »

« Pour obtenir l'appui moral ou l'aide pécuniaire de la Société d'encouragement, les postulants ont à justifier de connaissances et d'aptitudes qui permettent d'espérer qu'ils contribueront à assurer de nouveaux débouchés à la production nationale. Ils doivent déterminer eux-mêmes les pays où ils désirent se rendre, en spécifiant la considération, les références ou les constatations qui ont motivé leur choix et indiquer, en outre, les langues étrangères dont ils ont la pratique.

» Les seuls engagements que les personnes patronnées aient à prendre vis-à-vis de la Société sont : de répondre à un questionnaire dressé à leur départ et de se maintenir en rapports de correspondance suivie avec l'institution ; de rembourser le montant des subsides accordés dès qu'ils se jugent à même de pouvoir le faire ; enfin, de favoriser la propagation de l'influence française. Ce sont là de simples obligations d'honneur... » « Depuis 1884, la Société a accordé son appui à 580 patronnés, à qui elle a avancé 403,000 francs. Les rentrées et remboursements s'opèrent de façon entièrement satisfaisante, à tel point que beaucoup des boursiers ont pu rembourser intégralement le montant des avances qui leur avaient été consenties, ce qui est le meilleur indice de leur réussite (1). »

Ne pouvons-nous espérer de bénéficier un jour, en Belgique, d'une institution similaire ?

L'absence presque complète de grandes maisons qui se font une spécialité du commerce d'exportation constitue aussi, à n'en pas douter, une cause

(1) J. Du Bois, *Des mesures à prendre par les pouvoirs publics pour encourager l'établissement à l'étranger de commerçants et d'industriels belges*. Rapport présenté au Congrès mondial de Mons, p. 299.

d'infériorité pour notre pays. Nous sommes tributaires des agences étrangères, qui réservent, naturellement, tous les avantages aux producteurs de leur région (1). Ces maisons entretiennent des rapports constants avec les pays d'outre-mer par la voie de leurs succursales, elles constituent également d'excellentes écoles professionnelles pour les jeunes gens qui se destinent au commerce d'exportation. Nous lisons, en effet, dans un intéressant rapport publié par la Chambre de Commerce d'Anvers (2), que dans les centres importants, tels que Hambourg, Londres, Manchester, les grandes maisons d'exportation savent fort bien que la première condition de réussite est d'avoir sur les marchés où elles envoient leurs produits une succursale, une filiale, un associé, en un mot, un « alter ego ».

« Aussi les bureaux des maisons-mères sont-ils, en général, de véritables pépinières de futurs gérants transocéaniques. Les jeunes gens qu'on y prend comme employés y sont tenus en observation pendant quelques années et sont certains d'avance qu'après avoir fait preuve d'aptitudes et de connaissances suffisantes, de belles perspectives les attendent s'ils consentent à s'expatrier; plusieurs de ces jeunes gens arrivent à remplacer dans la direction du comptoir d'outre-mer le gérant retournant en Europe et appelé à y prendre dans la maison-mère la direction du département relatif à la zone dont il a acquis, par son séjour, la langue et les usages financiers en même temps que la connaissance approfondie.

» Les exportateurs ne confient ainsi leurs intérêts qu'à des hommes éprouvés et familiarisés d'avance avec les besoins des pays lointains où ils vont résider.

» Vouloir se passer de cette organisation, c'est s'exposer bénévolement à des déboires et des mécomptes de toute sorte.

» Les maisons d'exportation bien organisées disposent généralement de :

1° Un bureau commercial s'occupant de l'administration générale, des arrangements financiers, jugeant des suites à donner aux ordres de l'étranger et veillant à leur bonne exécution.

2° Un bureau d'achat, composé d'employés très au courant des produits qu'ils sont chargés d'acheter, connaissant leur origine et les différents cen-

(1) Cette question a été fort bien traitée par M. Mathus, inspecteur général de l'Industrie, professeur à l'École des sciences commerciales et consulaires de Louvain, dans un mémoire intitulé : *De la création de maisons belges d'exportation*, présenté au Congrès de Mons. L'auteur y préconise la fondation d'une société nationale d'exportation des produits belges.

Dans un autre rapport, présenté au même congrès, intitulé : *Création de maisons d'exportation et de comptoirs*, M. L. Dossogne, chargé d'affaires de Belgique au Siam, préconise : soit la création d'une *Société nationale*, soit la formation d'un *Syndicat de fabricants*, pour provoquer l'installation d'agents nationaux à l'étranger. Les deux systèmes sont fort bien décrits dans ce travail. La même question fut aussi traitée avec compétence, au Congrès de Mons, par M. L. van Scherpenzeel, consul général de Belgique à Moscou.

(2) *Commerce d'exportation de produits fabriqués*. Enquête faite par les sections réunies de commerce d'exportation; économie politique et statistique financière; géographie commerciale: Bulletin de la Chambre de commerce d'Anvers, 1908, n° du 31 mars/7 avril,

tres producteurs d'un même article, et parfaitement renseignés sur ses prix comparatifs.

5° Un choix de voyageurs stylés et compétents, qui vont aux quatre coins du monde vanter leurs produits, réunir les commandes, et reviennent rapporter chez eux les renseignements obtenus sur la solvabilité des clients, ainsi que sur les besoins actuels et les nouveaux desiderata de cette clientèle.

4° Dans beaucoup de cas, aussi, d'agences ou succursales

» La question de crédit étant des plus importantes, les maisons dont les voyageurs ne vendent pas aux acheteurs de tout repos, et qui désirent arriver jusqu'au consommateur lui-même, sont forcées d'avoir sur place des succursales, agences ou comptoirs responsables qui achètent pour leur propre compte ou restent garants des paiements vis-à-vis de leurs maisons-mères ou correspondants attitrés d'Europe. Dans ce cas, les voyageurs ne sont plus aussi utiles, et ces maisons à l'étranger vendent au détaillant. L'opposé a lieu souvent aussi, et la maison principale étant à l'étranger, celle-ci possède soit des succursales, soit des agents acheteurs et commissionnaires en Europe.

» Il est à remarquer, d'ailleurs, que dans bien des cas le paiement du prix des produits exportés ne saurait se régler plus favorablement que par l'envoi d'autres produits en retour.

» Point n'est besoin de sortir de notre pays pour apprendre à connaître les difficultés qui guettent tout vendeur, notamment lorsque, depuis l'époque de la vente et avant celle de la livraison, est survenue la baisse des prix.

» Que sera-ce lorsque le laisser pour compte se produira sur un marché d'outre-mer où le vendeur est sans défense? D'où l'impérieuse nécessité pour le vendeur d'avoir sur place cet « alter ego » qui défendra ses intérêts aussi énergiquement qu'il le ferait lui-même s'il était là-bas, et vis-à-vis duquel les acheteurs auront du moins à se gêner en considération d'une suite d'affaires passées ou futures.

» La réussite de la méthode suivie par les maisons des places voisines a appelé de nouvelles tentatives et a fait que finalement Hambourg, de même que Paris et Londres, se sont trouvées dotées de nombreuses maisons d'exportation fortement organisées.

» Dès lors les fabricants se sont empressés d'installer dans ces divers centres des agents qui, tout en leur procurant des ordres, facilitent considérablement le travail des maisons d'exportation, tant au moyen d'un échange de renseignements qu'en faisant fonctions de régulateurs des prix par suite de la concurrence qui s'établit entre eux.

» Lorsqu'on veut acheter sur ces places des produits fabriqués, on fait venir les agents respectifs, et au bout d'une heure on est renseigné sur les prix et conditions de livraison des divers fabricants. L'étranger peut donc y être mis au courant par son correspondant, sur-le-champ; pour la négociation de l'affaire, l'acheteur n'a pas de correspondance à faire, c'est l'agent qui s'en charge.

» Les agents d'exportation forment ainsi un élément des plus caractéristiques sur les trois marchés cités plus haut. Il y en a qui possèdent, comme annexe à leurs bureaux, de véritables musées avec catalogues en plusieurs

langues, où l'exportateur, accompagné de son client étranger, vient recueillir *de visu* les renseignements nécessaires pour les affaires à traiter; par leurs rapports continuels avec le fabricant, les agents tiennent l'acheteur au courant des dernières créations.

« *En Belgique* il y a peu d'agents d'exportation très compétents, sachant préparer les collections, traduire les catalogues en plusieurs langues et former ainsi entre l'exportateur et le manufacturier un intermédiaire indispensable ».

A cette constatation fâcheuse vient s'en ajouter une autre : celle du nombre beaucoup trop restreint de nos comptoirs à l'étranger.

Dans un remarquable rapport, présenté au Congrès de Mons, le baron de Groote (1) n'affirmait-il pas qu'au cours d'une carrière de vingt ans, poursuivie principalement en Asie, il lui est arrivé de recevoir des milliers de lettres de négociants, de commissionnaires et d'industriels belges, désireux d'étendre leurs affaires sur tel ou tel marché exotique? A défaut de comptoirs belges établis sur ces marchés, il ne lui restait que la ressource d'aboucher nos correspondants avec l'une ou l'autre maison *étrangère* de l'endroit. « Mais qu'elle est, ajoutait-il, de la part d'une maison étrangère de l'espèce, l'accueil réservé à des propositions d'un fabricant belge désireux de vendre ses produits? »

» Le premier soin du marchand étranger auquel le fabricant ou négociant belge s'adresse est de comparer les renseignements qui lui sont fournis avec les données qu'il possède au sujet des articles similaires qu'il vend déjà ou qu'il croit pouvoir vendre.

» Si la comparaison n'est pas visiblement à l'avantage du produit belge, il n'accorde naturellement aucune attention aux offres qui lui sont faites. Si l'article lui paraît meilleur marché ou de meilleure qualité que celui qu'il reçoit d'Allemagne, d'Angleterre ou de France, il fait une réponse dilatoire au fabricant belge.

» Dans l'intervalle, il transmet à son correspondant de Hambourg, Londres ou Paris les informations que nous lui avons bénévolement données. Aussitôt celui-ci se met en campagne et explore le monde industriel de son pays pour trouver de quoi supplanter le produit belge. En résumé, on ne prend chez nous que ce qu'il est absolument impossible de trouver ailleurs. Et il en sera ainsi aussi longtemps que nous n'aurons pas de nombreux comptoirs belges à l'étranger. »

Ajoutons qu'il en sera malheureusement de même tant que nos industriels ne comprendront pas qu'il y va de leur intérêt propre, comme de celui de la Nation, de placer dans les comptoirs qui leur appartiennent des jeunes gens de leur nationalité. L'auteur d'un autre mémoire présenté au Congrès de Mons ne constate-t-il pas, que neuf sur dix de ces

(1) Baron DE GROOTE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Belgique à Athènes. Rapport intitulé : *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*. Projet d'une association pour encourager l'établissement à l'étranger de jeunes gens se destinant au commerce.

agents sont des étrangers? Ce sont des Anglais ou des Allemands établis en Amérique ou aux Indes, et recrutés, bien souvent, au petit bonheur d'annonces ou de circulaires!

« Il est clair, ajoute-t-il (1), que ces agents font tout d'abord les affaires de leurs nationaux, ensuite seulement les nôtres.

» Nos articles sont présentés par des messieurs quelconques, qui ne connaissent que très vaguement les avantages et la valeur de nos produits; ils recherchent avant tout les articles à vente facile et courante et s'occupent négligemment des fabricats qui, pour obtenir le succès, devraient être présentés par des agents intelligents au courant de l'article et capables de le faire valoir comme ils le méritent. »

Pourquoi, même en Belgique, nos industriels ne réservent-ils pas un meilleur accueil à nos jeunes licenciés en sciences commerciales? Pourquoi hésitent-ils à envoyer à l'étranger le plus instruit et le plus énergique de leurs stagiaires ou employés? Ils ont eu, dit l'auteur du mémoire cité plus haut, l'occasion de le dresser à leur main, de l'initier aux rouages de leur fabrication, de l'observer et de l'étudier à fond, au point de vue moral comme au point de vue physique et intellectuel. Qu'ils tendent donc l'essai!

« Qu'est-ce qui empêcherait, du reste, certaines firmes de s'entendre pour constituer *des groupes d'expansion belge*?... Les charges pour chacune deviendraient moins onéreuses et la situation de leurs agents ne s'en trouverait que mieux assurée. »

Ces excellentes remarques ont été résumées dans les vœux suivants (2) :

« 1° Que nos industriels ouvrent largement l'accès de leurs bureaux aux sujets sortis des écoles commerciales et consulaires;

2° Que les établissements belges à l'étranger recrutent le plus possible leur personnel parmi la jeunesse sortie de ces écoles;

3° Que nos firmes tâchent de prendre ces jeunes gens comme leurs agents au dehors, de préférence aux Anglais, Allemands ou Américains;

4° Que nos agents consulaires et les Chambres belges de commerce ne négligent aucun moyen pour venir en aide aux jeunes Belges qui s'expatrient, au sortir des études supérieures, soit pour les renseigner, soit pour leur faciliter l'accès dans les firmes commerciales établies dans leurs circonscriptions;

5° Qu'il se forme, au besoin, parmi nos industriels, des groupes d'expansion commerciale résolus à n'employer que des agents belges;

6° Enfin, que ce recrutement s'opère de préférence par l'entremise des directeurs d'écoles supérieures de commerce, lesquels pourront toujours signaler aux intéressés des sujets de choix, honnêtes, instruits, énergiques et travailleurs. »

(1) M. l'abbé Fr. VAN CAENEGEM, directeur de l'École supérieure commerciale et consulaire de Mons. *Du rôle des licenciés en sciences commerciales et consulaires dans notre expansion mondiale*, pp. 3 et 4.

(2) Même source, p. 4.

III. — LES RAPPORTS CONSULAIRES.

A diverses reprises déjà, tant à la Chambre qu'au Sénat; et dans les rapports de 1907 et de 1908 faits au nom de la section centrale qui a examiné le budget, à côté des éloges bien mérités que l'on a décernés au *Recueil consulaire*, se sont élevées quelques critiques touchant de fâcheux retards constatés dans la publication de certains rapports.

M. Capelle répond partiellement à ces reproches lorsqu'il affirme, dans son rapport présenté au Congrès de Mons (1), que la création du Musée commercial de Bruxelles a eu pour conséquence de diminuer dans une certaine mesure l'intérêt d'actualité des rapports consulaires publiés dans les recueils officiels.

« C'est, en effet, dit-il, dans les bureaux du Musée commercial, qui sont également chargés de la publication des dits rapports, que l'on extrait de ceux-ci les renseignements d'une utilité immédiate, pour les porter, par la voie la plus rapide, à la connaissance des intéressés. Nous savons cependant que les industriels qui profitent de ces précieuses informations ne songent pas à se plaindre de la procédure suivie (2) ».

De son côté, M. A. Gouilly (3), dans un rapport présenté également au Congrès de Mons, indique comme remède efficace à la lenteur constatée dans la publication du *Recueil consulaire* : la création de rapports *mensuels*, dans lesquels nos consuls seraient invités à ne traiter chaque fois qu'une seule question. « D'aucuns sont d'avis, dit-il, que la publication annuelle de rapports consulaires offre généralement peu d'intérêt au commerce; la plupart de ces travaux se bornent à relater des faits passés ou à publier des statistiques qui peuvent servir à l'histoire du mouvement commercial et industriel, mais ne peuvent ni prévenir, ni diriger l'orientation économique. Des rapports consulaires rédigés clairement et brièvement, ne portant que sur une question à la fois et qui paraîtraient tous les mois, seraient,

(1) M. CAPELLE, directeur général au Ministère des Affaires Étrangères : *Des moyens et agents d'expansion*. Rapport présenté au Congrès de Mons, p. 6.

(2) Le Musée commercial de Bruxelles comprend une salle de lecture et un bureau de renseignements proprement dit. On trouve dans la salle de lecture les principaux journaux économiques du monde; pour la confection et la revision des listes d'abonnements à ces journaux, il est toujours tenu compte des vœux des industriels belges. Le bureau de renseignements fournit aux visiteurs des indications précises sur les tarifs de douane, les tarifs de transport, les adjudications belges et étrangères, les conditions de la concurrence internationale sur les marchés lointains (des échantillons complètent ces données), les ressources que présentent les pays extra-européens au point de vue de l'émigration et de la colonisation. De plus, les communications des agents du service extérieur ne comportant qu'une publicité restreinte y sont tenues à la disposition des intéressés.

(3) A. GOUILLY, rapport intitulé : Importance de la mission des agents diplomatiques et consulaires. — Mode d'organisation de ces deux corps pour le meilleur développement du rôle économique qui leur est dévolu en matière. — Attachés commerciaux. — Rapports consulaires, p. 3.

semble-t-il, consultés avec plus d'avantages. La statistique ne doit pas être le but des rapports, mais bien un moyen auxiliaire de compréhension rapide des faits. Dans cet ordre d'idées, tous les moyens susceptibles de provoquer l'émulation entre collègues seraient hautement appréciés. » Nous soumettons ces simples remarques à l'examen plus approfondi du Gouvernement.

IV. — LES BOURSES DE VOYAGE ET D'ÉTUDES COMMERCIALES.

A la suite de l'enquête sur le développement du commerce belge d'exportation, faite conjointement par quatre de ses sections, la Chambre de commerce d'Anvers, réunie en séance du 10 mars, prit la résolution suivante, qu'il paraît intéressant de reproduire (1) :

« Considérant l'impérieuse nécessité qu'il y a, pour la Belgique, pays de population dense et d'une activité industrielle intense, d'accroître sans cesse ses débouchés ;

» Considérant que l'exportation des produits belges pour compte *étranger* par le port d'Anvers augmente sensiblement, tandis que notre place, si active en d'autres domaines, ne prend pas jusqu'ici un intérêt suffisant au commerce d'exportation pour compte *propre* ;

» Considérant qu'il y a un intérêt majeur pour l'avenir de l'industrie belge à ne pas dépendre presque exclusivement des exportateurs étrangers ;

» Considérant que, d'après les expériences faites dans les pays voisins, la création de maisons d'exportation est grandement favorisée par l'existence d'un personnel d'élite possédant de bonnes connaissances générales et ayant, *par son séjour dans les contrées transocéaniques*, étudié les conditions de ces marchés, leurs besoins et les usages locaux ;

» Considérant que, même dans l'état de choses prévalant actuellement chez nous, les jeunes gens unissant à des études théoriques complètes la pratique des affaires et la connaissance de produits manufacturés, qui veulent s'expatrier pour aller compléter leur expérience commerciale dans les pays d'outre-mer et s'y établir, ou revenir ensuite fonder en Belgique une maison d'exportation, ont évidemment des chances sérieuses de réussite,

» Émet le vœu de voir la jeunesse belge suivre l'exemple que lui donne celle de plus d'une nation voisine, et chercher résolument sa voie dans les pays neufs ; de voir surtout les familles aisées comprendre qu'il est d'un intérêt majeur et national d'envoyer leurs fils voyager, étudier, travailler à l'étranger, au lieu de les destiner à des carrières honorifiques et sédentaires, sans utilité pour l'expansion commerciale et industrielle du pays ;

» Exprime la conviction profonde, qu'une fois ce mouvement d'expatriation intelligente créé, toutes les autres institutions qui se rapportent au commerce d'exportation, telles qu'elles existent dans les grands pays exportateurs et en assurent le développement, se créeront rapidement pour répondre aux besoins nouveaux et que la question de la nationalisation de l'exportation belge se trouvera ainsi définitivement résolue ;

(1) *Bulletin de la Chambre de commerce d'Anvers*, 31 mars/7 août 1908.

» Espère que nos banques, comprenant que leur intérêt se confond avec l'intérêt général, voudront favoriser l'organisation du crédit aux exportateurs et la création d'organismes bancaires correspondants dans les pays d'outre-mer ;

» Et, confirmant les avis exprimés antérieurement quant à la réorganisation de notre représentation consulaire, avec adjonction d'attachés commerciaux aux légations et à la nécessité de favoriser l'expatriation, préconise la création d'un comité composé de négociants, d'industriels, de banquiers et d'autres personnes autorisées, à l'effet de provoquer, faciliter et soutenir l'expatriation de jeunes Belges justifiant de la préparation nécessaire pour se vouer à la carrière commerciale dans les pays d'outre-mer.

» La Chambre de commerce d'Anvers :

» *Le Secrétaire général,*

Le Président,

» J. WILLEMS.

CH. CORTY. »

C'est donc avec raison que la section centrale chargée de l'examen de ce budget s'est tout spécialement intéressée, cette année, au développement de l'excellente institution des bourses commerciales. Elle voudrait que la plus grande publicité fût donnée, à l'octroi de ces subsides afin de stimuler le zèle des étudiants en sciences commerciales, d'attirer sur l'octroi de ces allocations l'attention toute particulière des pères de famille et de faire mieux connaître cette œuvre véritablement nationale des chefs d'établissements d'instruction. C'est dans ce but qu'elle a posé la question suivante au Gouvernement :

2^{de} QUESTION.

« Le Gouvernement voudrait-il faire connaître :

» a) Les noms des bénéficiaires actuels des bourses d'études commerciales ;

» b) Le lieu de leur résidence ;

» c) Le nombre d'années durant lesquelles chacun de ceux-ci pourra jouir encore de cette faveur ;

» d) Les résultats obtenus depuis la création de ces bourses d'études ? »

RÉPONSE.

« a) Les bénéficiaires en 1908 des bourses de voyage étaient, à la date du 1^{er} décembre dernier :

MM. Blancke, Emile ; Bossut, Edmond ; Busschaert, Pierre ; De Bosschere, Jacques ; de Bournonville, Camille ; comte du Monceau de Bergendael, Louis ; baron del Marmol, Jules ; De Poortere, Joseph ; de Saint-Omer, Henri ; Grafé, Albert ; Lossignol, Georges ; Paternot, Prosper ; Vanderghote, Pierre ; Van Lier, Louis.

» b) Leurs résidences sont respectivement fixées à :

Bombay, Le Caire, New-York, Tokio, Guatémala, Séanghai, Tanger, Le Caire, Valparaiso, Calcutta, Santa-Maria (Etat de Rio Grande do Sul), Buénos-Ayres et Johannesburg.

» c) Les bourses de voyage allouées par le Département des Affaires étrangères sont annuelles et elles sont révocables en tout temps au cas où le bénéficiaire ne se conformerait pas aux obligations qui lui sont imposées.

» L'arrêté royal organique ne détermine ni le taux des bourses ni le nombre d'exercices budgétaires sur lesquels elles peuvent être imputées. Il se borne à fixer la somme totale des allocations pouvant être attribuées à un même bénéficiaire. Cette somme est de 18,000 francs.

» d) Quant aux résultats obtenus par les bourses de voyage, comme le Gouvernement le disait en réponse à une question de la section centrale pour le Budget de l'année dernière, « ils sont en général satisfaisants, bien que des raisons de santé ou des mécomptes personnels mettent parfois des boursiers dans l'impossibilité de tirer de leur expatriation toute l'utilité espérée. »

Avec M. van Scherpenzeel, ingénieur en chef, directeur des Mines et consul général de Belgique à Moscon, nous estimons « que l'allocation, par le Gouvernement, de bourses de voyage et d'études est un des meilleurs moyens d'encourager officiellement l'initiative privée. Il est utile que l'État favorise l'établissement, à l'étranger, des jeunes gens diplômés qui sortent non seulement de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, mais encore des autres écoles commerciales, dont la plupart sont actuellement annexées à nos universités. Les licenciés de tout grade en sciences commerciales qui désireraient obtenir une bourse de voyage devraient, au préalable, avoir fait un stage professionnel de deux années au moins dans le commerce ou l'industrie. Il faut que le boursier soit au courant des ressources et des besoins de son pays avant de se rendre à l'étranger. Il pourra acquérir facilement la pratique commerciale par un stage plus ou moins long dans une importante maison d'exportation de Hambourg ou de Londres, où il se rendra compte des moyens employés pour développer le commerce européen avec les pays d'outre-mer ».

V. LE PROJET DE MAJORATION DE DROITS DÉPOSÉ A LA CHAMBRE FRANÇAISE PAR LA COMMISSION DES DOUANES.

La menace de nouveaux droits à établir à la frontière française a provoqué un grand émoi dans le monde industriel et ouvrier de notre pays.

Il semble que les industries du verre à vitre et de la chaussure soient particulièrement visées par ce projet. Certaines branches de l'agriculture et de l'horticulture sont également menacées.

L'Union des Fabricants de chaussures de Belgique, réunie à Bruxelles, et *l'Union des Fabricants de chaussures d'Iseghem*, ont agi auprès des pouvoirs

publics par voie de pétitionnement ; nous reproduisons ici le texte d'une de ces requêtes :

« Les soussignés, membres de l'Union des Fabricants de chaussures d'Iseghem, prennent la respectueuse liberté de vous soumettre la requête suivante :

» Considérant qu'un projet de revision a été déposé au bureau de la Chambre française des députés, concernant les droits de douane pour les chaussures ;

» Considérant que les droits proposés sont augmentés dans une proportion si considérable qu'ils constitueraient un droit prohibitif pour nos articles ;

» Considérant que la production de la fabrication des chaussures françaises s'élevait, en 1906, à 700 millions de francs (*Économiste français*, 9 février 1907), et que l'importation s'élevait à 7 millions (Ministère des Finances, Documents sur le commerce de France, 1906), donc 1 p. c. de la production nationale ;

» Considérant que l'importation de chaussures belges en France s'élevait, en 1903, à 871,545 francs ; en 1906, à 953,626 francs, et en 1907, à 983,890 francs et que la France exporta en Belgique, en 1903, 703,263 francs de chaussures, en 1906, 682,373 francs, et en 1907, 747,221 francs ;

» Considérant, d'autre part, que la France exporte en Belgique une grande quantité de peausserie, notamment en 1905 pour 2,936,940 francs, en 1906 pour 2,752,970 francs, en 1907 pour 2,566,530 francs ;

» Considérant que nos chaussures exportées en France sont fabriquées principalement de peausseries françaises et constituent donc un simple échange ;

» Considérant que, par suite de l'augmentation des droits, l'exportation de chaussures belges serait considérablement atteinte ou arrêtée et que par conséquent l'exportation des peausseries de la France serait atteinte dans la même proportion ;

» Considérant enfin que l'augmentation proposée ne nous semble nullement justifiée ni raisonnable,

» L'Union des Fabricants de chaussures d'Iseghem a l'honneur d'attirer votre bienveillante attention sur cette situation et vous prie, après avoir constaté le bien-fondé de notre requête, de bien vouloir appuyer notre cause auprès des pouvoirs publics afin que les droits existants soient simplement maintenus et nullement augmentés. »

Il résulte des indications contenues dans ce document que, comme nous, la France a intérêt à maintenir le *statu quo*.

Le relèvement des droits aurait, en effet, comme conséquence immédiate :

1° La suppression radicale de toute importation de chaussures belges en France ; d'où perte sèche, pour elle, des droits actuellement perçus ;

2° L'abolition, non moins évidente, de tout commerce d'exportation de peausserie française vers la Belgique ; d'où perte sensible pour un grand

nombre d'industriels français. Nous savons du reste, de source certaine, combien, dans ce pays, les fabricants et les marchands de cuir, ainsi que les marchands de souliers se préoccupent vivement de la situation qui leur est faite et combien ils sont hostiles au projet de tarification nouvelle.

Ces raisons, jointes à la pleine confiance que nous avons dans la sollicitude du Gouvernement et dans le zèle éclairé de ses agents, nous font espérer qu'une solution favorable ne tardera pas à être donnée à cet important problème.

3^e QUESTION.

« Le projet de majoration des droits, déposé à la Chambre française par la Commission des douanes, a provoqué un vif émoi dans certains milieux industriels de notre pays, spécialement au sein des associations de fabricants de chaussures. Le Gouvernement s'est-il préoccupé de cette question ? »

RÉPONSE.

« Le Gouvernement se préoccupe très sérieusement de la revision du tarif douanier français que prépare actuellement la Commission des douanes de la Chambre des députés de France. Il est à remarquer toutefois qu'aucun projet de loi n'a encore été déposé à ce sujet au Parlement français ; pour le moment on ne se trouve encore en présence que des premiers rapports faits au nom de la Commission des douanes.

» Le Département des Affaires Étrangères, qui a déjà été saisi des réclamations de diverses branches de l'industrie nationale, notamment de l'industrie de la chaussure, tient soigneusement note des desiderata exprimés tant en ce qui concerne les tarifications à l'entrée en France qu'en ce qui concerne une revision éventuelle de certaines dispositions du tarif belge.

» Il serait prématuré, toutefois, de décider la suite que pourraient comporter ces démarches. »

VI. — L'ENTENTE HOLLANDO-BELGE.

Sachant avec quel intérêt le Gouvernement suit les délibérations de la Commission hollando-belge, qui dans quelques jours va reprendre ses travaux, la section centrale croit bien faire en attirant spécialement l'attention de nos dévoués Ministres et des hauts fonctionnaires des différents départements, sur certains desiderata d'ordre pratique déjà étudiés ou sur le point d'être examinés par les délégués des deux pays, tels que : l'unification des tarifs du chemin de fer, l'abaissement du tarif postal, et peut-être aussi une certaine unification dans le régime des ports. Elle croit utile de leur rappeler également l'importante question de l'exequatur des jugements, celle de l'unification du droit des obligations, et enfin celle de l'application de certaines règles nouvelles en faveur des agriculteurs fixés dans les environs immédiats de la ligne frontière.

En conséquence, la section centrale résolut de poser au Gouvernement la question suivante :

4^e QUESTION.

« Notre Gouvernement a-t-il entamé des négociations avec le Gouvernement hollandais en vue de la réforme de l'exequatur des jugements ? »

RÉPONSE.

» Le Gouvernement a pressenti les vues du Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas sur l'ouverture de négociations tendant à la conclusion d'une convention sur la compétence judiciaire, sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques. Le Cabinet de La Haye n'a pas encore répondu à ces ouvertures. »

4^e QUESTION^{bis}.

« Notre Gouvernement a-t-il entamé des négociations avec le Gouvernement hollandais en vue de la réforme des règles relatives à la circulation des produits agricoles pour les cultivateurs dont les exploitations s'étendent au delà de la ligne frontière ? »

RÉPONSE.

» A l'occasion de l'examen du budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'année 1907, la section centrale de la Chambre des Représentants a posé une question au sujet du régime appliqué pour la circulation des produits agricoles provenant de propriétés situées dans la zone frontière néerland-belge.

» Le Département des Affaires Étrangères a répondu à cette question qu'aucune réclamation ne lui était parvenue dans les derniers temps de la part de propriétaires belges relativement à des difficultés qu'ils rencontreraient pour l'exploitation des terres qu'ils possèdent de l'autre côté de la frontière. Il a ajouté que si des desiderata étaient formulés à ce sujet, il ne manquerait pas de rechercher, de concert avec les autres départements compétents, les moyens de donner satisfaction aux intéressés.

» Aucune plainte touchant l'état de choses existant ne s'étant produite depuis lors, le Gouvernement du Roi n'a pas eu à envisager l'éventualité de négociations à engager avec le Gouvernement néerlandais. »

4^e QUESTION^{ter}.

« Notre Gouvernement a-t-il entamé des négociations avec le Gouvernement hollandais en vue de l'unification du droit des obligations, mesure qui semble justifiée par l'élévation sans cesse croissante du nombre des transactions ? »

RÉPONSE.

« Le Gouvernement des Pays-Bas a adressé récemment au Gouvernement

belge, ainsi qu'aux autres États qui étaient représentés à la II^e Conférence de la Paix, une communication pressant leurs intentions quant au point de savoir s'ils seraient disposés à prendre part à une conférence diplomatique qui se réunirait à La Haye, probablement au mois de septembre prochain, et qui aurait pour objet l'unification de la législation sur la lettre de change, le billet à ordre et, éventuellement, le chèque.

» Le Gouvernement du Roi a répondu au Gouvernement néerlandais qu'il était tout disposé à participer à la réunion projetée. »

VII. — NOS ÉMIGRANTS TEMPORAIRES.

Les comités de protection des ouvriers belges qui périodiquement vont chercher au delà de nos frontières le travail qui doit leur fournir le pain de chaque jour, sont unanimes à louer le zèle et le dévouement avec lesquels nos consuls s'acquittent de leurs fonctions à l'égard de ces malheureux.

Les membres de ces comités savent par expérience combien les démêlés que nos travailleurs ont parfois entre eux, et plus souvent encore avec les donneurs d'ouvrage d'autre nationalité, sont obscurs et d'une solution malaisée.

Et pourtant, ni les longs pourparlers, ni les déplacements multiples, ni les déceptions qui les attendent quelquefois ne rebutent nos agents; ils ne reçoivent cependant aucune indemnité spéciale pour cette besogne ingrate et ces nombreux dérangements.

La reconnaissance que nous leur devons n'en est que plus profonde et plus sincère; mais n'y aurait-il pas lieu de majorer les frais de chancellerie en faveur de ceux de nos consuls qui se seront spécialement distingués dans l'accomplissement de cette tâche? Quelques ressources complémentaires leur permettraient aussi de venir parfois en aide à tel ou tel de nos compatriotes particulièrement éprouvé. Nous savons que les pauvres gens manquent rarement l'occasion de leur tendre la main dans des circonstances difficiles. Donnons-leur le moyen de les secourir efficacement.

C'est d'ailleurs avec satisfaction que la section centrale a pris connaissance, dans la notice préliminaire annexée à ce projet de budget, de l'ajoute d'un article nouveau, l'article 12, créé au moyen d'un transfert de l'article 11 et libellé comme suit : *Secours provisoires à des Belges se trouvant sans ressources à l'étranger; frais éventuels de rapatriement; subsides aux établissements hospitaliers belges fondés en pays étrangers*. Crédit demandé : 15,000 francs. Cette innovation répond à un vœu exprimé par la section centrale qui en a examiné le projet de budget pour 1908. Celle de 1909 en exprime toute sa reconnaissance au Gouvernement.

Se faisant l'écho d'un vœu émis au sein de la quatrième section, elle insiste également, dans l'intérêt de nos ouvriers, en faveur de la connaissance de plus en plus parfaite de la langue flamande qu'il importe d'exiger du personnel des consulats. De sérieuses améliorations ont été constatées et nos comités de protection des émigrants temporaires n'ont pas manqué de témoigner

la satisfaction qu'ils en éprouvent; mais il serait exagéré de dire qu'il n'y a plus de progrès à souhaiter dans cette voie.

3^e QUESTION.

« A diverses reprises déjà l'on a signalé la nécessité, pour nos agents consulaires, de connaître au moins les éléments du flamand et de pouvoir s'exprimer convenablement en cette langue.

» Le Gouvernement continue-t-il à s'intéresser à cette importante question et prend-il des mesures efficaces à cet égard? »

RÉPONSE.

« Le Corps consulaire belge se compose d'agents de carrière, salariés par le Trésor, et d'agents non rétribués choisis parmi les personnalités les plus en vue de la localité où ils sont appelés à remplir leurs fonctions.

» Depuis la réorganisation de la carrière consulaire en 1896, les agents de carrière sont choisis parmi les candidats porteurs du diplôme de licencié du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires délivré, soit par l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers, conformément à l'arrêté ministériel du 12 janvier 1897, soit par les Universités belges, aux docteurs en droit, aux ingénieurs et aux licenciés en sciences commerciales ayant obtenu ce dernier grade, après deux années d'études, dans un établissement d'enseignement public ou privé.

» La connaissance du flamand est exigée des élèves belges de l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers.

» L'arrêté royal du 28 septembre 1896, instituant dans la faculté de droit des Universités de l'État le grade et le diplôme de licencié du degré supérieur en sciences commerciales et consulaires, stipule que les récipiendaires justifieront qu'ils sont à même de se servir de la langue flamande.

» Quant aux consuls marchands, au nombre de 600 environ, contre 64 agents de carrière, ils doivent, en vertu des règlements, être choisis autant que possible parmi les Belges, de préférence parmi ceux qui posséderaient un diplôme d'aptitude, et en l'absence de candidats belges, parmi les étrangers les plus recommandables et les mieux à même de défendre nos intérêts. La connaissance des langues usitées en Belgique constitue toujours une cause de préférence.

» Elle est tout particulièrement exigée des agents appelés à exercer leurs fonctions dans des régions où se portent en grand nombre nos compatriotes, soit qu'il s'agisse de pays limitrophes, soit qu'il s'agisse de pays de colonisation ou des ports étrangers visités régulièrement par des marins belges.

» Il est d'ailleurs arrivé plus d'une fois que des collaborateurs connaissant le flamand ont été adjoints aux titulaires de semblables postes lorsqu'il était

constaté que ceux-ci n'étaient pas suffisamment au courant de nos deux langues nationales. »

La section centrale a adopté le projet de budget par quatre voix et deux abstentions.

Elle a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

Le Président,

COOREMAN.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 JANUARI 1909.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1909 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER GILLÈS DE PÉLICHY.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van begrooting voor het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dienstjaar 1909, bereikt het cijfer van fr. 4,031,408

De in 1908 toegekende kredieten bedragen. 4,005,863

dus is er, voor 1909, eene verhooging van fr. 25,545,
onderverdeeld als volgt :

Geregelde bevorderingen en verhoogingen van jaarwedde voor het personeel (Hoofdst. I, art. 2) fr. 15,545

Verhooging van de jaarwedde der drogmans, kosten voor geletterden en tolken, jaarwedden van en vergoedingen aan bedienden in onderscheidene verblijfplaatsen (Hoofdst. V, art. 10) 10,000

Te zamen. fr. 25,545

In de inleidingsnota lezen wij dat « deze verhooging gedeeltelijk noodig is ten gevolge van de uitbreiding van den tolkdienst bij verscheidene van onze beroepsconsulaten in het Oosten en het Verre-Oosten. Daarenboven is zij bestemd om eene grootere jaarwedde toe te kennen aan drogmans en tolken in sommige verblijfplaatsen.

» Anderdeels is er, volgens het ontwerp van begrooting, eene vermindering van 15,000 frank op de kosten voorkomende onder hoofdstuk V, artikel 11, omdat de Regceering voorstelt, van het vroegere krediet af te nemen de som bestemd tot ondersteuning van onbemiddelde Belgen in vreemde landen en daarvan een nieuw artikel 12 te maken. Bedoelde uitgave verschilt merkkelijk van de andere lasten vervat in artikel 11, die geregelde kosten van economaat zijn.

(1) Begrooting, n^o 4v.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Cooreman, bestond uit de heeren Ouverleaux, Nolf, Fléchet, Pirmez, Gillès de Pélichy en Carton de Wiart.

« Deze vermindering van krediet wordt dus vergoed door eene even groote som, waarop men voorstelt uit te trekken « den onderstand van allen aard, toegekend aan behoeftige landgenooten in den vreemde en aanmoediging van instellingen om hun ter hulp te komen » (1).

Eindelijk, om gevolg te geven aan een wensch, herhaaldelijk uitgedrukt in Kamer en Senaat, opdat de roeping onzer jonge diplomaten aangemoedigd worde, stelt de Regeering voor aan den tekst van het 2^{de} hoofdstuk, artikel 6: *Jaarwedden der diplomatieke ambtenaren, plaatselijke toelagen voor kosten van vertegenwoordiging en huisvesting en toelagen aan sommige onbezoldigde ambtenaren* de volgende bepaling toe te voegen: *De Regeering wordt gemachtigd te beschikken, ten gunste van niet bezoldigde diplomatieke ambtenaren, over de sommen ongebruikt gebleven op de verschillende posten van het tegenwoordig artikel.*

Soms blijven er zekere sommen beschikbaar op de persoonlijke wedden voor de hoofden van gezantschap bepaald, hetzij door het openvalen van een post gedurende zekeren tijd, hetzij ten gevolge van eene mutatie waardoor een gezant-resident de opvolger wordt van een gevolmachtigd gezant; dank zij deze wijziging in de opgave, kunnen deze overschotten dienen om eene vergoeding toe te kennen aan de jonge legatie-secretarissen of-geattacheerden, zonder jaarwedde naar den vreemde gezonden.

Het ontwerp van begrooting werd aangenomen: in de 2^{de} afdeeling, met 13 stemmen tegen 8 en 1 onthouding; in de 3^{de} afdeeling, met 15 stemmen tegen 7 en 2 onthoudingen; in de 4^{de} afdeeling, met 13 stemmen tegen 3; in de 5^{de} afdeeling, met 9 stemmen tegen 6 en 1 onthouding; in de 6^{de} afdeeling, met 12 stemmen tegen 5 en 2 onthoudingen. Enkel in de 1^{ste} afdeeling werd het verworpen, en wel met 6 stemmen tegen 6 en 3 onthoudingen.

In de Middenafdeeling liep het onderzoek voornamelijk over de opmerkingen, in de verschillende afdeelingen gemaakt; vervolgens werd beraadslaagd over enkele nieuwe vraagstukken. 's Lands vertegenwoordiging in den vreemde, onze middelen tot economische uitbreiding, het ontwerp tot verhooging van rechten, overgelegd in de Fransche Kamer door de Commissie voor het tolwezen, de verrichtingen der Nederlandsch-Belgische Commissie, de bescherming van onze tijdelijke uitwijkelingen gaven aanleiding tot gedachtenwisseling, waarover wij trachten hier verslag uit te brengen.

I. — DE GEZANTSCHAPPEN.

Onder de beraadslagingen waartoe de behandeling dezer begrooting op voorgaande jaren aanleiding gaf, spraken verscheidene redenaars van eene mogelijke *versmelting* van den gezantschapsdienst en den consulsdienst.

Dat eene schijnversmelting mogelijk is zal niemand betwisten, vermits zij feitelijk reeds bestaat in tal van landen waar onze ambtenaren buitenslands

(1) Inleidingsnota, toegevoegd aan het ontwerp van begrooting, blz. 4.

tevens gezant en consul-generaal zijn (1), ofwel consul bekleed met gezantschapstitels (2). Er zijn immers landen waar de zending onzer beampten vooral eene economische- en handelszending is; eene zending van anderen aard is zelfs moeilijk denkbaar. In die streken zijn onze belangen voldoende vertegenwoordigd door een consul. Men zou echter onze eigene belangen en de gevoelens der andere volkeren verkeerd opvatten indien men dacht dat in vele landen, van ondergeschikten rang zelfs, het bestaan van een gezantschap als weinig belangrijk mag beschouwd worden. Met aldus te spreken zou men de bijzondere diensten miskennen door onze gezanten bewezen, en ook het gevoel van fierheid, zeggen wij maar van soms heel ontvlambare lichtgeraaktheid, bij sommige volkeren. Ik wil enkel één voorbeeld aanhalen: zegde ons niet onlangs een diplomaat dat de Argentijners heel goed een onderscheid maken tusschen een beroepsconsul, die den titel voert van resideerend minister, en een gezant. Daarom staan zij verwonderd, voegde hij erbij, dat er een *echt* gezant te Rio-de-Janeiro is, terwijl wij het voldoende achten bij hen een consul te hebben. Wat waar is te Buenos-Ayres, moet ook waar wezen in andere gewesten. En denken wij maar niet dat het er anders mede gelegen is in onze aloude Europeesche Staten, integendeel! Hier, nog meer misschien dan in andere landen, raakt men niet straffeloos aan ingewortelde gewoonten. Het schijnt overigens niet dat het voordeelig zou wezen voor de kleinste en de jongste onder de natiën dergelijk initiatief te nemen. Wat ons betreft, ware het overigens moeilijk te beweren dat, tegenover de mogendheden die borg staan voor onze onzijdigheid en tegenover een aantal andere Staten, nu vooral dat ons vaderland eene koloniale mogendheid is geworden, wij enkel en alleen handelsbetrekkingen moeten onderhouden. Rekening houdende met onzen internationalen toestand, ware het dus gevaarlijk en onredelijk een van beide diensten te willen afschaffen of den eenen boven den anderen te stellen; 't ware beter, dunkt ons, daar waar hervormingen noodig worden bevonden, ernstige herinrichting en samenwerking te bewerken.

De onlangs verwezenlijkte vooruitgang in de uitbreiding van onze consulaire inrichting is aanzienlijk. Leggen wij ons er op toe onzen gezantschapsdienst evenzeer te verbeteren.

Daartoe zouden er misschien — wat volgens het verslag aangenomen door de Koophandelskamer van Antwerpen, ter zitting van 10 Maart 1908, vooral aanbevelenswaard zou wezen — betrekkingen moeten in 't leven groeppen worden van handels-geattacheerden bij onze gezantschappen. Dat punt was reeds 't voorwerp geweest van belangwekkende verslagen vanwege graaf L. de Villegas de Saint-Pierre en van den heer H. de Limal op het Congres te Bergen. Het werd insgelijks behandeld in een artikel verschenen, in

(1) Dat is namelijk het geval in het Groothertogdom Luxemburg, in Marokko, Brazilië, Egypte, Perzië, China, Japan, Mexico en Turkije.

(2) Wij noemen de Argentijnsche Republiek, Bolivia, Chili, de Republiek Cuba, Guatemala, Peru, Siam en Venezuela.

Maart 1908, in de *Revue Économique Internationale* en in eene reeks artikelen verschenen in een tijdschrift voor nijverheid, handel en economie, met name : *l'Écho de l'Industrie*.

« Die nieuwe bediening, door onze mededingers geschapen, verdient wel te onzent bestudeerd te worden », zoo schrijft de achtbare verslaggever over de Begrooting van verleden jaar, en namens de Middenafdeeling roept hij de gansch bijzondere aandacht der Regeering op dat punt.

Zooals de steller van het artikel verschenen in de *Revue Economique Internationale* het doet uitschijnen (1) moet België eerst en vooral leven van uit- en invoer, en nochtans bezit het noch zeevloot, noch banken in den vreemde gevestigd, noch vertegenwoordigers of reizigers die de klanten in den vreemde bezoeken, noch een enkel der andere inrichtingen van aard om de handelsbeweging van een volk uit te breiden. 't Is noodig dat het een hulpmiddel voor dien toestand vindt. Andere landen, zooals Duitschland, Engeland, de Vereenigde Staten, Canada, Oostenrijk, Italië, Denemarken, Rusland, Frankrijk, namen reeds proefnemingen met handels-geattacheerden, en bevonden er zich, over 't algemeen, goed mede.

Duitschland besteedt jaarlijks nagenoeg 500,000 mark aan dien dienst, die thans uit twaalf ambtenaren bestaat. In een verslag uitgebracht op eene der laatste vergaderingen der « Fédération des Associations commerciales et industrielles de Belgique » verstrekt de heer J. Soubre, secretaris der Koophandelskamer te Verviers, omstandige inlichtingen over de bijzondere bedrijvigheid van verscheidene dier beambten. « Hunne zending bestaat vooral in het inlichten van de Deutsche fabrikanten over de oëconomische en de nijverheidsverschijnselen die zich voordoen binnen hunnen werkkring, in het aanwijzen ook van de nieuwe uitvindingen, de laatst toegepaste werkwijzen, in het opgeven van den verwezenlijkten vooruitgang, enz., enz...

» Zij houden een dagboek van de aanwijzingen welke zij verstrekken. Te New-York bij voorbeeld bedroeg het getal dier aanwijzingen in 1906, 1,993, wijl er in 1903, 2,168 waren. Die vermindering bestaat overigens maar in schijn, want daartegen weegt feitelijk op het getal mondelinge inlichtingen door hen aan de belanghebbenden verstrekt.

Het getal aanvragen aangaande het invoeren van Deutsche koopwaren te New-York is merkelyk toegenomen :

In 1903	waren er	548.
In 1904	—	418.
In 1905	—	446.
In 1906	—	628.

« Dit bewijst dat de Deutsche fabrikanten en uitvoerders bekommerd zijn met de uitbreiding van hunnen handel op de Amerikaansche markt. Ook richten zij zich zonder aarzelen tot hunne consuls-generaal.

» Overigens zijn die aanvragen zeer verschillend van aard. Van 1903 af tot 1906 betreffen zij de volgende artikelen :

(1) H. DE LIMAL, Maart 1908.

	1903.	1904.	1905.	1906.
Metaalnijverheid en machinebouw .	67	79	82	172
Weefsels	28	58	67	70
Scheikundige stoffen	20	51	62	78
Voedingswaren	20	51	48	45
Papiernijverheid.	32	54	53	76
Juweelen en kleingoed.	16	22	47	85
Steen- en cementsoorten.	13	14	18	32
Glas en porcelein	22	17	21	25
Leder en vellen	5	11	14	18
Allerhande	—	29	33	57

» Dicaanvragen gaandoorgaans uit van Duitsche nijverheids- en kooplieden, maar ook van handelsmaatschappijen en van kamers van koophandel; anderzijds hebben talrijke Amerikaansche huizen zich ook gewend tot den consul-generaal van New-York om over de Duitsche voortbrengselen inlichtingen te bekomen.

» Zelden werden inlichtingen over personen gevraagd. In 1906 waren er slechts 53 dergelijke vragen; inlichtingen van dien aard worden slechts in gewichtige en spoedeischende gevallen verschaft, want het consulaat wil niet optreden in de plaats van de inlichtingskantoren.

» Daarentegen had het Consulaat te antwoorden op de talrijke vragen betreffende namelijk :

	1906	1905
De afgifte van Amerikaansche brevetten	41	55
De Amerikaansche nijverheid en hare werkwijze	38	55
De tolrechten in de Vereenigde Staten	51	91
De tolrechten in Duitschland.	75	—
De vertegenwoordiging van Amerikaansche huizen in Duitschland.	82	70

» Tot heden moesten de Engelsche handelszendelingen in den vreemde wonen; doch daaruit volgde dat men niet in voeling bleef met het moederland, voeling die noodig is om zich goed te doordringen van de economische behoeften.

» De handels-geattacheerden werden dus naar Londen teruggeroepen, en Londen is voortaan hun hoofdkwartier. Zij moeten de nijverheidsdistricten van de Unie bezoeken, in voeling blijven met de belanghebbende ministerieele departementen en bijzondere reizen maken naar den vreemde. Aldus worden zij een korps van echte nationale handelsreizigers (1). »

In den Franschen Senaat heeft de heer d'Estournelles de Constant het ambt der handels-geattacheerden aldus omschreven :

« Het is tweeledig, zegt hij; het wordt te gelijktijd of achtereenvolgens uitgeoefend, èn in den vreemde, èn in Frankrijk (2).

(1) H. DE LIMAL. *Revue Économique Internationale* (Maart 1908).

(2) Fransche Senaat, Zitting van 3 December 1908.

» In den vreemde bestudeert de geattacheerde den toestand van de mark en de behoeften der verbruikers; hij onderzoekt in welke mate onze nationale voortbrengselen aan die behoeften beantwoorden.

» Het is van zijnentwege niet eene theoretische studie, het is een onderzoek, tevens algemeen en bijzonder, waarvan de waarde geheel afhangt van zijne onpartijdigheid, van zijne onpersoonlijkheid.

» Hij kent de voortbrengselen van onze verschillende streken, onze producten van nijverheid en landbouw, en hij heeft tot eersten plicht daarvoor koopers en markten te zoeken.

» Dit is het eerste deel zijner taak. Dit gedaan zijnde, volstaat het niet dat onze handels-geattacheerde de mogelijke afnemers kenne die gaarne onze voortbrengselen zouden koopen. Het is bovendien ook noodig dat de Fransche voortbrengers op de hoogte van zijne pogingen gehouden worden. Zij moeten persoonlijk kennis krijgen van den uitslag van zijn onderzoek; hij moet hun het middel aanduiden om gebruik te kunnen maken van de gelegenheid die hij hun aantoonst, hetzij door rechtstreeks en persoonlijk op te treden, hetzij door zich gemeenschappelijk in te richten, om hunne voortbrengselen langs den goeden weg te brengen tot voor de deur des koopers, of althans tot op de markt die de handels-geattacheerde beschouwd als zijnde het meest bereid die te onthalen.

» Ziedaar dus twee onderscheidene ambten, door denzelfden persoon vervuld. Het eene vergt onderzoek en opmerking; het onderstelt, om nauwgezet te worden vervuld, eene buitengewone inspanning van arbeid, lezing, reizen, en terzelfdertijd wezenlijke hoedanigheden van doorzicht en karakter; zij onderstelt ook een ondernemingsgeest die niet kan werken buiten de medehulp en het toezicht van het gezantschap, gezien vooral de steeds toenemende belangrijkheid der economische vraagstukken in de internationale betrekkingen.

» Het andere vergt aanwerving, opvoeding, oefening, regeling...

» De handels-geattacheerde, na in den vreemde dit ambt van plaatser te hebben uitgeoefend ten bate van onze nationale voortbrenging, komt naar Frankrijk terug, uit eigen beweging of op aanvraag van eene schrandere groep landbouwers of nijverheidslieden, of op aanzoek van den Minister. Hij wendt zich tot de voortbrengers van eene bepaalde streek, en zegt hun : « Ziehier eene lijst koopwaren die gij kans hebt te kunnen verkoopen in het land waar ik als geattacheerde werkzaam ben; ziehier de koopwaren die wel onthaald, wel betaald zouden worden, en die gij ongelijk zoudt hebben er niet te zenden. » Hij geeft hun adressen, raad over den te volgen weg, de te nemen waarborgen en voorzorgen, de meest practische vervoerwegen, de beste wijze van verpakking, de gewoonten en eischen der klanten, enz., enz. »

In ons land wordt thans het zoo belangrijk vraagstuk van onze officieele handelsvertegenwoordiging in den vreemde onderzocht door den Hoogeren Raad voor Nijverheid en Koophandel; wij twijfelen er niet aan, of dit raadgevend korps zal van de instelling der handels-geattacheerden eene grondige studie maken, en, rekening houdende met de opgedane ervaring in andere landen, zal het in deze nieuwe instelling de noodigè bestanddeelen

vinden voor de inrichting die best zal passen bij onze gebruiken en bij onze bijzondere behoeften.

Zooals de heer Carton de Wiart het overigens terecht deed opmerken in zijn verslag over de begrooting van verleden jaar « heeft de Regeering reeds blijk gegeven van hare ingenomenheid met dit denkbeeld. » Trouwens, er werden vice-beroepsconsuls toegevoegd aan sommige gezantschappen in de overzeesche landen. Zoo beschikken onze diplomaten, in de landen waar wij de beste en de aanzienlijkste vertierwegen kunnen vinden, over mannen wier pogingen als 't ware uitsluitend strekken tot uitbreiding van de economische krachten van ons land » (1).

Men kan zich ook afvragen of daar geen veld open ligt voor de bedrijvigheid van sommige onzer jonge diplomaten.

Voorzeker is het bepaald noodig dat onze geattacheerden bij de gezantschappen theoretische kennis van het recht bezitten, en meer nog praktische kennis van de gewone zaken, zooals de vraagstukken van burgerlijken stand, nationaliteit, militie, het gebruik der wetboeken en de kunst om spoedig het gezochte artikel te vinden, en wij moeten wenschen dat deze wetenschappen zoo mogelijk bij hen nogaangroeien; doch het land verwacht terecht van zijne toekomstige vertegenwoordigers in den vreemde meer en meer ernstige en grondige kundigheden op het gebied van handel en nijverheid.

Welnu, naar de meening van de meest bevoegde mannen, kunnen enkel talrijke bezoeken aan Belgische en vreemde inrichtingen, talrijke nasporingen ter plaatse gedaan, en omstandige verslagen, opgesteld met de medehulp en onder de leiding van ervaren mannen, eene redematige en volledige opleiding aan onze beambten verzekeren. Doordrongen van dit denkbeeld, vestigt de Middenafdeeling de zeer bijzondere aandacht van de Regeering op dat punt.

1^{ste} VRAAG.

« Is de Regeering niet van meening dat er grond voor is, van onze toekomstige diplomaten meer volledige en praktische kennis van recht en handelswetenschappen te eischen? »

ANTWOORD.

« De geattacheerden bij onze gezantschappen, die met bijval aflegden het bekwaamheidsexamen van secretaris van 2^{de} klasse, brengen allen een proeftijd van zes maanden door bij het Bestuur voor Handel en Consulaten in het Ministerie van Buitenlandsche zaken.

» Deze proeftijd dient tot voorbereiding voor het bekwaamheidsexamen van secretaris van 1^{ste} klasse, uitsluitend loopend over de vraagpunten van oëconomie en koophandel, waarvan het *Staatsblad* jaarlijks in de maand December de lijst bevat.

(1) Dezelfde gedachte wordt door den heer L. Scherpenzeel, consul-generaal van België te Moskou, vooruitgezet in een uitmuntend verslag overgelegd op het Congres te Bergen en getiteld : *Moyens et agents d'expansion*, enz., bl. 446 (8).

» Gedurende den tijd dat de gezantschaps-attaché's werkzaam zijn bij het Handels- en Consulatenbestuur, nemen zij daarenboven deel aan de werkzaamheden van het Bestuur en maken zij zich op die wijze bekend met het practisch behandelen van de vraagstukken die de economische betrekkingen van België met het buitenland aanbelangen.

» Deze opleiding had de beste uitkomsten. Zij wordt voltooid door de medewerking van de gezantschapssecretarissen aan de werkzaamheden, op handelsgebied, van de gezanten wien zij toegevoegd zijn na hun examen te hebben afgelegd. »

II. — CONSULATEN.

Uit de zeer belangwekkende besprekingen, die in de jongste jaren plaats grepen, zoo in Kamer als in Senaat, bij de behandeling van de Begroo-ting voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken, blijkt dat onze achtbare medeleden het allen eens zijn om te wenschen dat het aantal onzer *beroeps-consuls* zooveel mogelijk zou verhoogd worden en dat deze ambtenaren ook steeds beter zouden bezoldigd worden.

Het doet ons genoeg vast te stellen dat reeds de Regeering vastberaden dien weg is opgetreden. Het krediet voor uitgaven betreffende de consu-laten, dat in 1901 slechts 566,000 frank bedroeg, overschrijdt thans één millioen. Van 1884 tot 1908 is het aantal onzer consulaire ambtenaren gestegen van 447 tot 656, en dit van onze beroepsconsuls, die vóór 24 jaren slechts ten getale van 23 waren, bereikt thans nagenoeg 70; ten slotte, van 1896 tot 1904, werden meer dan zestig studiereizen door hen gedaan in de vijf werelddelen, en deze onderzoekingen op handelsgebied hebben te zamen 163,000 frank gekost (1).

Doch de hervorming, in 1892 door het toedoen van graaf de Mérode ondernomen met de medewerking van den Hoogen Raad voor Nijverheid en

(1) Tot bedoelde onderzoekingen werd overgegaan in de volgende streken :

In Europa : vier in Duitschland, drie in Rusland, een in Nederland, een in Grieken-land, een in Turkije.

In Frankrijk, Spanje, Portugal, Italië, Oostenrijk-Hongarije, Rumenië, Siberië, Dene-marken. Zweden en Noorwegen werd tot geen onderzoekingen overgegaan, alleen omdat wij er geen enkel beroepsconsul hebben, wat, in verschillende opzichten, uiterst te betreuren is.

In Azië werden onderzoekingen gedaan in Anatolië en in de omliggende eilanden, in Syrië en in Palestina, in Kurdistan en Mesopotamië, in Arabië, in Creta, in het eiland Cyprus, in het eiland Ceylon, in Birmanië, in China, in het eiland Formosa, in Japan, in Siberië en in Korea;

In Australië werden er gedaan in de Staten van de Australische Commonwealth, in Nieuw Zeeland en in Nieuw Caledonië;

In Afrika doorzochten onze consuls Algerië, Tunis en Tripoli, Dahomey en Nigeria, de Portugeesche provincie Angola, de koloniën Transvaal en Oranje-Rivier, alsook de Kaap en Natal.

In Amerika werden navorschingen gedaan in Canada, in de Vereenigde-Staten (Midden-, West- en Zuidstaten), in Mexico, in Midden-Amerika, in Venezuela, in Brazilië, in Bolivia, Chili en in de Antilles.

Handel, en grootendeels tot stand gebracht door zijn opvolger, baron de Favereau, na den spoorslag gegeven door de besluiten van 25 September 1896 en 13 Januari 1897, dient gestadig te worden aangevuld en in overeenstemming gebracht met de nieuwe toestanden.

Allen weten inderdaad dat, al werd het studieprogramma onzer consuls uitgebreid, al werd de wijze van werving verbeterd en hun aantal merklijk verhoogd, er evenwel nog menige verbetering in het consulaatwezen moet ingevoerd worden. Bijvoorbeeld, in een aantal landen hebben wij geen bezoldigden consul en in andere uitgestrekte streken, zooals Engeland, Brazilië, Argentina, Chili, Mexico en Nederlandsch Indië, hebben wij er tot nog toe slechts één !

Met het oog op de gewichtigheid van den uitvoer voor 's lands nijverheid die, uit hoofde van de gestadige toeneming onzer voortbrenging, verplicht is ten minste de twee derden harer fabricaten in het buitenland aan den man te brengen, met het oog op onzen betrekkelijk beperkten handel met de landen van overzee (1), acht de Middenafdeeling zich verplicht de aandacht van de Regeering te vestigen op het belangrijk vraagstuk der consulates. Zij twijfelt geenszins of zij zal zooveel mogelijk onze nijverheid steeds meer doen vertegenwoordigen in al de landen en in al de steden waar zij eenige kans heeft vertierwegen te vinden.

Om het beroep van consul in aanzien te doen stijgen en om de jongelingen naar de verre landen te lokken, is het noodig dat de woningen onzer consuls een degelijk uitzicht hebben en dat men onze consuls een behoorlijken stand verzekert. Opdat zij zich in de overzeesche landen voorgoed zouden vestigen, schijnt het noodig hun de middelen te verschaffen om er met hun gezin te verblijven. Zou men derhalve de jaarwedde van de gehuwde consuls niet moeten verhoogden? Sommige leden van de Middenafdeeling hebben daarop sterk aangedrongen en wij achten het nuttig dien wensch aan de Regeering over te maken.

Reeds wordt eenigszins rekening gehouden met de bijzondere behoeften die zich voor onze consuls in bepaalde toestanden kunnen voordoen.

(1) De uitvoer van België's eigen producten of genationaliseerde producten bedroeg in 1906 de som van 2,794,000,000 frank, verdeeld als volgt :

Europa.	2,188,800,000 frank	
Amerika	283,700,000 —	
Azië.	120,200,000 —	
Afrika	83,200,000 —	
Oceanië	18,100,000 —	
	2,694,000,000 frank	
	100,000,000 frank	geslepen diamant uitgevoerd naar verschillende niet bij- zonder vermelde landen.
	2,794,000,000 frank.	

Wij wenschen dat men steeds vrijgeviger zou handelen op dat gebied, en dat men bijzondere voordeelen zou hechten aan de consulaten waaraan een meer bijzonder lastig en onafgebroken werk is opgelegd (1). Deze belangrijke zendingen dienden altijd toevertrouwd te worden aan het puik onzer consulaire ambtenaren; en om ons hunne medewerking te verzekeren, moeten wij hun een benijdenswaardigen toestand verschaffen.

De heroepsconsuls, wanneer zij eene voldoende opleiding hebben genoten, wanneer zij geregeld, al ware het maar voor enkele maanden, naar België terugkomen om zich te bekwamen en op de hoogte van onzen economischen vooruitgang te blijven, kunnen voorwaar onberekenbare diensten bewijzen aan de Belgische nijverheid en aan onze in den vreemde gevestigde landgenooten. Wij moeten wenschen dat hun aantal in ruime mate toeneme en, over 't algemeen, zullen wij het eens zijn om hun de voorkeur te geven boven de onbezoldigde consuls. Deze voorkeur is nog meer bijzonder gegrond in de landen waar, zooals in het Oosten, het beroep van consul zeer in aanzien is, evenals in de voornaamste havens en in de steden die vooral handelssteden zijn (2).

Doch voor de hoofdsteden, waar een diplomatisch korps is gevestigd, en voor de zeer groote steden, waar een vreemdeling noodzakelijk tijd noodig heeft om gekend en gewaardeerd te zijn, kan men de vraag opperen of het stelsel dat hedendaags over 't algemeen wordt gevolgd, namelijk het aanstellen van een consul onder de bijzonderste handelaren der stad, altijd af te keuren is. Ongetwijfeld hebben onze handelsconsuls niet een gelijke waarde. Van sommige wordt gezegd dat zij te uitsluitend bekommerd zijn om hunne eigen zaken en derhalve zich te weinig bezighouden met de onze; aan andere verwijt men soms, vooral te werken om een onderscheidingsteeken, eene decoratie te bekomen; er zijn zelfs lasteraars of wellicht te strenge bekribbelaars die durven beweren dat de bedrijvigheid van sommigen onder hen afneemt, wanneer dit uiterste doel is bereikt; is dat echter soms ook het geval niet in andere beroepen? En, al sprak die getuigenis waarheid, zouden die consuls dan wel de eenige ambtenaren zijn, bij wien het angstig verwachte rood lintje ietwat den ijver zou verzwakt hebben? Laat ons niet zoo streng zijn jegens mannen die toch niet bezoldigd zijn, en erkennen wij liever dat er onder onze eereconsuls of handelsconsuls talrijke mannen zijn met oprechte toewijding, die, dank zij hunne hoofdzakelijk practische kennis, dank zij den hoogen stand dien zij in de handelswereld bekleeden, dank zij hun eigen vermogen en hunnen maatschappelijken rang, aanzien afdwingen bij hunne medeburgers en bekwaam zijn om ons de grootste diensten te bewijzen, wat zij dan ook dagelijks doen.

(1) In het verslag, op het Wereldcongres te Bergen uitgebracht door den heer CAPELLE, Algemeenen Bestuurder van den Handel en de Consulaten bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, *Des Moyens et agents d'expansion*, komen daaromtrent zeer gegronde aanmerkingen voor.

(2) Bij de behandeling der Begrooting van verleden jaar, wenschte men een grooter aantal te zien aanstellen in de zoo voornamste havens van Frankrijk en van Engeland, alsook in de steden van Noord-Duitschland.

Ten onrechte dus, naar het schijnt, zou men beweren dat, op volstreekte wijze, de handelsconsuls minder waard zijn dan de beroepsconsuls, en omgekeerd; dat hangt vooral af van de omstandigheden.

Het ware misschien ook niet slecht, onze fabrikanten en handelaren te waarschuwen tegen eene strekking die bij sommige onder hen de meening mocht doen ontstaan dat *noodzakelijkerwijze* elke inlichting over den economischen toestand van een vreemd land hun moet toekomen door het toedoen van onze consuls. Zij belasten hen graag met nasporingen van allerlei aard, zij verplichten hen, in der haast inlichtingen in te winnen; op die wijze overdrijft men soms hunne macht en de middelen tot nasporing waarover zij beschikken. Zóó begaat men, in nog meer gevallen, een erge onvoorzichtigheid, want daardoor vestigt men de aandacht der vreemde fabrikanten op de gevaren der Belgische mededinging en, meer dan eens reeds, hadden ontijdige gedane stappen ten gevolge, dat maatregelen werden genomen tegen sommige Belgische invoerders.

De consul moet meer bescheiden optreden; in de streek, waar hij is gevestigd, moet hij stand verwerven, zóó dat hij, zonder eenig wantrouwen uit te lokken, onze fabrikanten en handelaren kan bijstaan. Wil hij slagen, dan mag hij geenerlei wijze achterdocht hebben verwekt door eene bedrijvigheid die enkel past aan private handelsreizigers. Dergelijke nasporingen zijn en zouden overal moeten zijn het werk van de handelsverenigingen, zooals het *Exportverein* in Oostenrijk-Hongarije, de machtige bonden van Deutsche handelsreizigers en de soortgelijke bonden die in Frankrijk en in Nederland bestaan.

Bekennen wij het maar rechtuit: in België hebben wij de ongelukkige gewoonte, alles en te veel te verwachten van de Regeering. Wij hebben voorwaar het recht haar veel te vragen, en zij wenscht niet beter dan ons ter zijde te staan. Wij moeten echter zorgen niet te kort te komen aan allen ondernemingsgeest. Laten wij ons niet voorbijstreven door de private agenten onzer machtige naburen! 't Ware eene zware, onherstelbare fout.

Een der hoofdoorzaken van het buitengewoon slagen van den Duitschen handel ligt in zijne weergalooze inrichting, wat aangaat de agenten-handelsreizigers. Oostenrijk-Hongarije volgt dat voorbeeld na; elk jaar zendt zijn *Exportverein* in de verschillende werelddeelen gansche scharen jongelingen ervaren op handelsgebied; het richt den gemeenschappelijken uitvoer van waren in en vergemakkelijkt het innen van de twijfelachtige schuldvorderingen in het buitenland. De Hongaarsche Naamlooze Handelsvennootschap betracht nagenoeg hetzelfde doel en, hunnerzijds, hebben onze uitnemende Noorderburen, de Nederlanders, bonden van handelslieden, zooals *Het Buitenland*, opgericht, die door den Staat worden ondersteund. Na de fabricceering in hun land te hebben bestudeerd, gaan de jongelingen, die mener opleidt, hunne opleiding op handelsgebied voltooien te Londen en te Hamburg. Zij worden er ondersteund en aangemoedigd door briefwisselende leden van hunnen bond, bij wien zij voornamelijk zijn aanbevolen. Deze bekwame en ernstige jongelingen vormen reeds een gansche reeks vakmannen; het zijn uitstekende handelsreizigers voor het buitenland. Wanneer zullen wij de onze

hebben en wanneer zal in ons land soortgelijke inrichting tot stand worden gebracht? Dat vraagstuk kwam te berde op het Congres te Bergen. Wenschen werden in dien zin uitgebracht, namelijk door de Vereeniging van oud-leerlingen van Melle.

De heer J. Du Bois, afgevaardigde van hunnen bond, vatte die wenschen samen als volgt :

« 1^o Het is dringend noodig, de uitwijking van de jongelingen, die wenschen zich te vestigen in het buitenland, te bevorderen door hun de onontbeerlijke geldelijke hulp te verleen en hun terugkeer in het land te verzekeren ingeval zij ondanks hunne pogingen niet slagen ;

» 2^o Eene officieel erkende inrichting dient tot stand te worden gebracht ; daaraan zou de noodige bevoegdheid en de vereischte macht worden verleend om met oordeel reiskosten of tijdelijke geldleeningen toe te staan ;

» 3^o Wij achten het nuttig dat die inrichting zou samengesteld zijn, onder andere, uit leden afgevaardigd door de bijzonderste bonden van oud-studenten uit Belgische onderwijsgestichten, voor zooveel die bonden het bewijs kunnen leveren dat zij invloedrijke en zekere betrekkingen hebben met de nijverheid of den handel in het buitenland... »

Deze wenschen, uitgebracht op het Wereldcongres, werden grootendeels verwezenlijkt door de *Société d'encouragement pour le commerce français d'exploitation*, in 1884 opgericht onder de bescherming van de Kamer van Koophandel te Parijs en van algemeen nut verklaard bij decreet van 7 Februari 1901.

« Haar kapitaal bedraagt nagenoeg 400,000 frank, verstrekt door vrijwillige inschrijvingen van de hogere geldwereld, van machtige banken, syndicale kamers, vervoer- en vervoersmaatschappijen, zeeverzekeringsmaatschappijen, nijverheidsvennootschappen, private burgers, enz... »

« Om de zedelijke of geldelijke ondersteuning van de *Société d'encouragement* te bekomen, moeten de aanvragers bewijzen dat zij de vereischte kennis en bevoegdheden bezitten, zóó dat men verwachten mag dat zij zullen bijdragen tot het openen van nieuwe vertierwegen voor 's lands nijverheid. Zij moeten zelf bepalen in welke landen zij wenschen zich te vestigen, en tevens uiteenzetten op welke beschouwingen, aanbevelingen of vaststellingen hunne keuze steunt ; zij moeten daarenboven aangeven welke vreemde talen zij loopend spreken.

» De beschermelingen der Maatschappij moeten tegenover haar geen andere verbintenissen aangaan dan deze : te antwoorden op eene vragenlijst opgemaakt bij hun vertrek en zich met geregelde briefwisseling in betrekking te houden met de instelling ; het bedrag der verleende toelagen terug te betalen, zoodra zij achten het te kunnen doen ; ten slotte, de uitbreiding van den Franschen invloed te bevorderen. Dat zijn loutere eere-plichten... »

« Sedert 1884 heeft de Maatschappij haren steun verleend aan 580 beschermelingen, wien zij 403,000 frank voorschoot. De ontvangsten en terugbetalingen geschieden op volkomen bevredigende wijze, zoodat talrijke

beschermelingen het bedrag van de hun toegestane voorschotten geheel konden terugbetalen, wat het beste bewijs is van hun slagen (1). »

Mogen wij niet hopen eerstdaags eene soortgelijke instelling te bezitten in België?

Het nagenoeg volkomen gebrek aan groote uitvoerfirma's is ook ongetwijfeld eene oorzaak van ondergeschiktheid voor ons land. Wij hangen af van de vreemde agentschappen, die — dat spreekt van zelf — al de voordeelen voorbehouden voor de fabrikanten hunner streek (2). Die firma's zijn voortdurend in betrekking met de overzeesche landen door het toedoen van hare hulpkantoren, ze zijn tevens uitstekende vakscholen van de jongelingen die voor den uitvoerhandel worden opgeleid. Wij lezen immers in een belangwekkend verslag, uitgegeven door de Kamer van Koophandel te Antwerpen (3), dat in de groote steden, als Hamburg, Londen, Manchester, de voorname uitvoerfirma's heel goed weten dat het eerste vereischte om te slagen is : een hulphuis, een hulpkantoor, een vennoot, kortom een « alter ego », ter marktplaatsen waar zij hare waren zenden.

» De kantoren der hoofdhuisen zijn dan ook over 't algemeen echte kweekscholen van toekomstige zaakvoerders in de landen van overzee. De jongelingen, die men aanneemt als bedienden, worden eenige jaren in het oog gehouden en zijn bij voorbaat zeker dat, na blijk te hebben gegeven van voldoende bekwaamheid en kennis, eene schoone toekomst hun te wachten staat, indien zij er in toestemmen zich te vestigen in het buitenland; verscheidene onder hen komen ertoe, in het beheer van het overzeesche hulpkantoor den zaakvoerder te vervangen, die naar Europa terugkeert om zich in het moederhuis te belasten met het bestuur der afdeeling voor de streek waarvan hij, door zijn verblijf aldaar, de taal, de gebruiken op financieel gebied en den grondigen aard heeft leeren kennen.

(1) J. Du Bois, *Des mesures à prendre par les pouvoirs publics pour encourager l'établissement à l'étranger de commerçants et d'industriels belges*. Verslag uitgebracht op het Wereldcongres te Bergen, blz. 299.

(2) Dat vraagstuk werd zeer goed behandeld door den heer Mathus, algemeen opzichter der Nijverheid, leeraar ter School voor handels- en consulaire wetenschappen te Leuven, in eene studie : *De la création de maisons belges d'exportation*, voorgedragen op het Congres te Bergen. Daarin wordt door den schrijver aangeprezen het oprichten van eene Nationale Vennootschap voor den uitvoer van Belgische waren.

In een ander verslag, op hetzelfde congres voorgedragen onder den titel : *Création de maisons d'exportation et de comptoirs*, wordt door den heer Dossogne, zaakgelastigde van België in Siam, aangeprezen : ofwel het oprichten van eene *Nationale Vennootschap*, ofwel het tot stand brengen van een *Syndicaat van fabrikanten*, om de aanstelling van landgenooten als agenten in het buitenland uit te lokken. Beide stelsels zijn zeer goed beschreven in die studie. Hetzelfde vraagstuk werd op het Congres te Bergen eveneens met bevoegdheid behandeld door den heer L. van Scherpenzeel, consul-generaal van België te Moscou.

(3) *Commerce d'exportation de produits fabriqués*. Onderzoek gedaan door de vereenigde afdeelingen van uitvoerhandel, van staathuishoudkunde en financie-statistiek, van handelsaardrijkskunde : Bulletin van de Kamer van Koophandel te Antwerpen, 1908, nummer van 31 Maart (7 April).

» Op die wijze vertrouwen de uitvoerders hunne belangen slechts aan ervaren mannen, bij voorbaat op de hoogte van de behoeften der verafgelegen landen waar zij zich vestigen.

» Wil men dergelijke inrichting missen, dan stelt men zich goedsmoeds bloot aan allerhande misrekeningen en teleurstellingen.

» De degelijk ingerichte uitvoerhuizen beschikken in 't algemeen over :

» 1^o Een handelskantoor dat zich bezighoudt met het algemeen bestuur, met de geldelijke schikkingen, dat oordeelt welke gevolgen dienen te worden gegeven aan bestellingen uit het buitenland, en tevens voor de degelijke uitvoering daarvan zorgt ;

» 2^o Een kantoor voor aankoop, bestaande uit bedienden die zeer goed bekend zijn met de waren welke zij gelast zijn aan te koopen, die de afkomst daarvan kennen, alsmede de verschillende streken waar eene zelfde waar wordt voortgebracht, en volkomen zijn ingelicht over de vergelijkende prijzen daarvan ;

» 3^o Een keure van zeer bedreven en bevoegde reizigers die, de geheele wereld door, hunne waren gaan aanprijzen, de bestellingen inzamelen en terugkeeren met de inlichtingen welke zij hebben bekomen over het betaalvermogen der klanten, alsmede over de huidige behoeften en de nieuwe wenschen dier klanten ;

» 4^o In veel gevallen ook, agentschappen of hulpkantoren.

» Daar het vraagstuk van het krediet hoogst gewichtig is, zijn de firma's wier reizigers niet verkoopen aan koopers waaraan zij volkomen gerust mogen leveren, en die wenschen in betrekking te komen met de verbruikers zelf, verplicht ter plaatse zelve filialen, agentschappen of verantwoordelijke kantoren te hebben, welke voor eigen rekening koopen of borg blijven voor de betalingen tegenover hunne moederhuizen of vaste correspondenten in Europa. In dat geval zijn de reizigers zoo nuttig niet meer, en die huizen in het buitenland verkoopen aan de winkeliers. Het tegenovergestelde komt ook dikwijls voor ; het moederhuis, dat in het buitenland is gevestigd, beschikt hetzij over filialen, hetzij over agenten voor den aankoop en commissonnairs in Europa.

» Er valt overigens op te merken dat in menig geval de betaling van den prijs der uitgevoerde waren niet beter kan worden geregeld dan door het zenden van ruilgoederen.

» Men dient niet buiten ons land te gaan om te vernemen aan welke moeilijkheden elke verkooper is blootgesteld, namelijk wanneer een prijsverlaging zich voordeed sedert den dag van den verkoop en vóór dien van de levering.

» Welke zal de toestand zijn, wanneer de waren voor de rekening van den verkooper worden gelaten in een land van overzee waar de verkooper niet beschikt over verdedigingsmiddelen? Daaruit blijkt hoe dringend noodzakelijk het is, dat de verkooper ter plaatse zelf bedoelden « alter ego » hebbe, welke zijne belangen zoo krachtdadig zal voorstaan als hij zelf het doen zou, moest hij in dit land verblijven, en dien de koopers in elk geval zullen moeten ontzien ter wille van een reeks afgehandelde of toekomstige zaken.

» Het slagen van het stelsel, toegepast door de firma's van de naburige handelssteden, gaf aanleiding tot nieuwe pogingen en had voor gevolg dat er, ten slotte, te Hamburg, evenals te Parijs en te Londen, talrijke sterk ingerichte firma's voor uitvoer werden opgericht.

» De fabrikanten hebben dan ook niet geaarzeld, in die verschillende handelscentrums agenten aan te stellen, welke hun bestellingen bezorgen en tevens het werk van de firma's voor uitvoer merkelyk vergemakkelijken, zoowel door het zenden van inlichtingen als door het aangeven van den maatstaf voor de prijzen ten gevolge van hunne onderlinge mededinging.

» Wanneer men in die steden fabriekgoederen wil koopen, doet men de bevoegde agenten komen, en in een uur tijds is men ingelicht over de prijzen en de voorwaarden van levering bij de verschillende fabrikanten. Een vreemdeling kan er dus onmiddellyk op de hoogte gesteld worden door zijn correspondent; voor het afhandelen van de zaak moet de koper geen briefwisseling voeren: daarmee belast zich de agent.

» De agenten voor uitvoerhandel zijn dus een zeer beduidend bestanddeel op de drie bovenvermelde markten. Bij de kantoren van sommige onder hen zijn er echte museums, met catalogen in verscheidene talen, waarin de uitvoerder, vergezeld van zijn klant, met eigen oogen de inlichtingen inwint, die hij noodig heeft voor de zaken welke hij wil aangaan; door middel van hunne gestadige betrekkingen met den fabrikant, houden de agenten den koper ingelicht over de jongste nieuwigheden.

» In België zijn weinig zeer bevoegde agenten voor uitvoerhandel, die verzamelingen kunnen samenstellen, catalogen vertalen in verscheidene talen en aldus kunnen optreden als de onmisbare bemiddelaars tusschen uitvoerder en fabrikant. »

Bij dit treurig feit moeten wij nog een ander voegen: in den vreemde hebben wij veel te weinig kantoren.

In een merkwaardig verslag, uitgebracht op het Congres te Bergen, bevestigde baron de Groote (1) dat hij in zijne loopbaan van twintig jaren, voornamelyk doorgebracht in Azië, duizenden brieven kreeg van Belgische handelaars, commissionnaires en nijverheidslieden, die verlangden hunne zaken uit te breiden op de eene of andere buitenlandsche markt. Daar er op die markten geene Belgische kantoren bestaan, bleef hem niets anders over dan onze briefschrijvers in betrekking te stellen met het een of ander plaatselyk *vreemd* huis. « Doch hoe worden, zoo voegde hij er bij, door dergelyk vreemd huis de voorstellen bejegend van een Belgisch fabrikant die verlangt zijne voortbrengselen aan den man te brengen? »

» De vreemde koopman, tot wien de Belgische fabrikant of nijverheidsman zich wendt, vergelykt eerst en vooral de hem verstrekte inlichtingen met wat hem bekend is over de artikelen van denzelfden aard die hij reeds verkoopt of denkt te kunnen verkoopen.

(1) Baron DE GROOTE, buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister van België te Athene. Verslag onder den titel: *Création de comptoirs commerciaux en pays étrangers*. Ontwerp eener vereeniging om jonge lieden, die zich op den handel toelleggen, aan te moedigen tot nederzetting in den vreemde.

» Valt de vergelijking niet klaar en duidelijk uit ten voordeele van het Belgisch voortbrengsel, zoo let hij niet eens op het hem gedane aanbod. Schijnt het artikel hem beterkoop of van beter gehalte dan wat hij uit Duitschland, Engeland of Frankrijk krijgt, dan zendt hij den Belgischen fabrikant een vertragsuitvlucht als antwoord.

» Intusschen stuurt hij aan zijnen correspondent te Hamburg, Londen of Parijs de inlichtingen, hem door ons zoo goedgegunstig gegeven. Dadelijk gaat deze aan 't werk, doorloopt de nijverheidsstrecken van zijn land, om iets te vinden wat het Belgische voortbrengsel kan verdringen. Kortom, uit ons land trekt men slechts wat onmogelijk elders is te vinden. Dit zal blijven duren zoolang wij niet talrijke Belgische kantoren in vreemde landen bezitten. »

Laten wij hier bijvoegen, dat dit ongelukkig zal blijven duren zoolang onze nijverheidslieden niet willen begrijpen dat hun eigen belang en het belang des lands er mee gemoeid zijn, en dat het volstrekt noodig is in de hun behorende kantoren ook Belgische jongelingen te plaatsen. Trouwens, de schrijver van eene andere memorie, voorgedragen op het Congres te Bergen, beweert dat negen op tien van die agenten vreemdelingen zijn, Engelschen of Duitschers, gevestigd in Amerika of in Indië, en vaak op goed geluk aangeworven door middel van aankondigingen of omzendbrieven!

» Het spreekt vanzelf, voegt hij er bij (1), dat die agenten eerst en vooral zorgen voor de zaken van hunne landgenooten en eerst daarna voor de onze.

» Onze voortbrengselen worden aangeboden door om 't even welke heerschappen, die maar zeer oppervlakkig bekend zijn met hare voordeelen en waarde; zij zoeken vooral naar gemakkelijk en geregeld verkoopbare goederen en laten zich weinig gelegen² aan fabrikaten die, om bijval te vinden, zouden moeten aangeboden worden door verstandige agenten, volkomen bekend met het artikel en in staat het naar behooren te doen gelden. »

Waarom toonen zelfs in België onze nijverheidslieden zich niet toegankelijker voor onze jonge licentiaten in handelswetenschappen? Waarom aarzelen zij om den geleerdsten, den krachtdadigsten hunner stagiaires of bedienden naar den vreemde te sturen? Zij vonden, zegt de schrijver van bovenvermelde memorie, gelegenheid hem naar hunnen zin te drillen, hem in te wijden in de bijzonderheden van hunne fabricatie, hem in 't oog te houden en grondig te bestudeeren, zoo in zedelijk als in lichamelijk en verstandelijk opzicht. Dat ze dan toch maar eens eene proef wagen!

» Wat zou overigens verhinderen dat sommige firma's elkander verstaan om groepen van Belgischen wereldhandel tot stand te brengen?... Voor elke harer zouden de kosten minder bedragen en daardoor zou de toestand hunner agenten ook beter verzekerd zijn. »

(1) De Eerwaarde heer FR. VAN CANEGEM, bestuurder van de Hoogere School voor handel en consulaatwezen, te Bergen: *Du rôle des licenciés en sciences commerciales et consulaires dans notre expansion mondiale*, bladz. 3 en 4.

Deze uitmuntende bedenkingen werden samengevat in de volgende wenschen (1) :

« 1° Dat onze nijverheidslieden hunne kantoren wijd openzetten voor jongelingen, in de handels- en consulaire scholen opgeleid ;

» 2° Dat de Belgische huizen in den vreemde hun personeel zooveel mogelijk aanwerven onder de jongelingen van die scholen ;

» 3° Dat onze firma's trachten die jongelingen aan te stellen als agenten in het buitenland, liever dan Engelsche, Duitschers of Amerikanen ;

» 4° Dat onze consuls en de Belgische Kamers van Koophandel geen middel verwaarloozen om jonge Belgen, die uitwijken, te ontmoet te komen zodra zij hunne hoogere studiën hebben voltrokken, hetzij om ze in te lichten, hetzij om ze gemakkelijker den toegang te openen tot handelshuizen binnen hun gebied ;

» 5° Dat er desnoods onder onze nijverheidslieden groepen voor wereldhandel worden gevormd, die zich zouden verbinden geene andere dan Belgische agenten aan te stellen ;

» 6° Ten slotte, dat die werfing bij voorkeur geschiede door toedoen van de bestuurders der hooge handelsscholen, die steeds uitgelezen, eerlijke, geleerde, krachtdadige, werkzame personen aan de belanghebbenden kunnen aanduiden. »

III. — OVER DE CONSULAIRE VERSLAGEN.

Herhaaldelijk reeds, zoo in Kamer als in Senaat, alsmede in de verslagen der Middenafdeeling over de begrotingen van 1907 en 1908, werden, naast welverdienden lof toegezwaard aan het *Recueil consulaire*, klachten uitgebracht over de jammerlijke laattijdige verschijning van sommige verslagen.

Gedeeltelijk antwoordt de heer Capelle op dit verwijt, waar hij, in zijn verslag op het Congres te Bergen (1), beweert dat de instelling van het Handelsmuseum te Brussel in zekere mate minder dadelijk belang geeft aan de consulaire verslagen die in de officieele verzamelingen worden opgenomen.

« In de kantoren van het Handelsmuseum, insgelijks belast met het uitgeven van de verslagen, worden uit deze getrokken de inlichtingen van onmiddellijk belang, ten einde ze ten spoedigste bekend te maken aan de belanghebbenden. Toch weten wij dat het de nijverheidslieden, die baat vinden bij die kostbare inlichtingen, niet invalt te klagen over die wijze van doen (3) ».

(1) Zelfde bron, bl. 4.

(2) De heer CAPELLE, algemeen bestuurder bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken : *Des moyens et agents d'expansion*. Verslag uitgebracht op het Congres te Bergen, blz. 6.

(3) Het Handelsmuseum te Brussel heeft eene leeszaal en een eigenlijk kantoor voor inlichtingen. In de leeszaal vindt men de voornaamste economische bladen der wereld; voor het opmaken en herzien van de lijsten der inschrijvingen op die bladen wordt steeds rekening gehouden met de wenschen der Belgische nijveraars. Het inlichtingskantoor verstrekt den bezoekers nauwkeurige opgaven over de tollarieven, de ver-

Zijnerzijds werd door den heer A. Gouilly (1), in een verslag dat insgelijks werd overgelegd op het Congres te Bergen, als doelmatig hulpmiddel tegen het laattijdig verschijnen van het *Recueil consulaire*, aangeprezen het instellen van *maandelijksche* verslagen, waarin onze consuls aanzocht zouden worden telkenmale slechts een enkel vraagstuk te behandelen. « Sommigen zijn van meening, zegt hij, dat de jaarlijksche uitgave van consulaire verslagen doorgaans weinig belang voor den handel oplevert; in 't meerendeel van die opstellen worden eenvoudig verleden feiten vermeld of statistieken afgekondigd, die dienstig kunnen zijn voor de geschiedenis der handels- en nijverheidsbeweging, maar de economische richting niet kunnen voorkomen noch regelen. Consulaire verslagen, duidelijk en bondig opgesteld, telkens slechts eene zaak behandelend, en elke maand verschijnend, zouden, naar 't schijnt, met meer vrucht worden geraadpleegd. Statistiek hoeft niet het oogmerk der verslagen te zijn, maar wel een hulpmiddel om de feiten gemakkelijk te doen verstaan. In dien zin zouden alle middelen, van aard om wedijver onder collega's te verwekken, zeer welkom zijn. » Op deze eenvoudige opmerkingen vestigen wij de grondige aandacht der Regeering.

IV. — REIS- EN HANDELSSTUDIEBEURZEN.

Ten gevolge van het onderzoek naar de uitbreiding van den Belgischen uitvoerhandel, door vier van hare afdeelingen gezamenlijk ingesteld, nam de Antwerpsche Kamer van Koophandel, in hare vergadering van 10 Maart, het volgend besluit dat wij belangrijk genoeg achten om het over te drukken (2) :

« Overwegende, dat het voor België, een land met eene dichte bevolking en een overgroote nijverheidsbedrijvigheid, dringend noodig is zijne uitvoerwegen zonder ophouden te vermeerderen ;

» Dat de uitvoer van Belgische voortbrengselen voor rekening van den *vreemde* langs de haven van Antwerpen aanzienlijk toeneemt, terwijl onze haven, zoo bedrijvig op menig ander gebied, tot hiertoe niet genoeg belang stelt in den uitvoerhandel voor *eigen* rekening ;

» Dat het voor de toekomst der Belgische nijverheid van het hoogste belang is, niet schier uitsluitend afhankelijk te zijn van vreemde uitvoerders ;

» Dat, volgens waarnemingen in naburige landen, het stichten van uit-

voertarieven, de aanbestedingen in België en in den vreemde, den staat der internationale mededinging op verre markten (die inlichtingen worden aangevuld door monsters), de middelen die landen buiten Europa opleveren voor uitwijking en coloniseering. Daarenboven liggen de mededeelingen der agenten van den buitenlandschen dienst, die maar eene beperkte bekendmaking erlangen, er ter beschikking van de belanghebbenden.

(1) A. GOUILLY. Verslag getiteld : Belang van de zending der diplomatische en consulaire agenten. — Wijze van inrichting van beide korpsen tot betere uitbreiding van de economische rol, hun in dergelijke zaken toegekend. — Handels-attaché's. — Consulaire verslagen, blz. 3.

(2) *Bulletin de la Chambre de commerce d'Anvers*, 31 Maart/7 Augustus 1908.

voerhuizen aanzienlijk wordt bevorderd door het bestaan van een keurpersoneel dat goede algemeene kennis bezit en *door zijn verblijf in overzeesche landen* den toestand dier markten, hare behoeften en de plaatselijke gebruiken heeft bestudeerd;

» Dat zelfs in den toestand die thans te onzent overheerschend is, de jongelingen die, aan volledige theoretische studiën bedrevenheid in den handel en kennis van bewerkte stoffen parend, willen uitwijken om hunne handelservaring aan te vullen in overzeesche landen, zich aldaar vestigen of later in België een huis van uitvoerhandel oprichten, voorzeker ernstige kans van slagen hebben;

» Drukt den wensch uit, dat de Belgische jeugd het voorbeeld zou volgen, haar door die van menig naburig land gegeven; dat zij beslist hare baan zou zoeken in nieuwere landen; dat vooral de gegoede familiën zouden begrijpen dat het van hoofdzakelijk en nationaal belang is hare zonen te doen reizen, studeeren, werken in den vreemde, in stede van ze op te leiden voor cereposten zonder verplaatsing, welke zonder nut zijn voor de uitbreiding van 's lands handel en nijverheid;

» Houdt zich volstrekt overtuigd dat, zoo eenmaal deze beweging van uitwijking verstandig is tot stand gebracht, al de andere instellingen in verband met den uitvoerhandel, zooals zij bestaan in de groote uitvoerende landen, welker ontwikkeling zij verzekeren, spoedig zullen ontstaan om te beantwoorden aan de nieuwe behoeften; dat het vraagstuk der nationalisering van den Belgischen uitvoerhandel aldus voorgoed zal opgelost zijn;

» Hoopt dat onze bankhuizen, begrijpende dat hun belang samengaat met het algemeen belang, de instelling van het krediet voor de uitvoerders en het oprichten van met hen werkende bankhuizen in overzeesche landen zullen bevorderen;

» En, de meeningen bevestigend, die vroeger werden uitgedrukt aangaande de herinrichting van onze consulaire vertegenwoordiging, met toevoeging van handels-attaché's aan de legatiën, en *aangaande de noodzakelijkheid om de uitwijking te bevorderen*, stelt voor, een comiteit in te richten, samengesteld uit handelaars, nijverheidslieden, bankiers en andere personen van aanzien, ten einde te bevorderen, te vergemakkelijken, te steunen de uitwijking van jonge Belgen die blijk geven van de noodige voorbereiding om zich toe te leggen op het handelsvak in de overzeesche landen.

» De Antwerpsche Kamer van Koophandel :

» *De Algemeene Secretaris,*

De Voorzitter,

» J. WILLENSE.

CH. CORTY. »

't Is dus met reden dat de Middenafdeeling, die deze begrooting onderzocht, dit jaar bijzonder belang stelde in de uitbreiding van de uitmuntende instelling der handelsbeurzen. Zij zou willen dat de meeste ruchtbaarheid worde geschonken aan het begeven van die toelagen, om den ijver der

studenten in handelswetenschappen aan te vure , de bijzondere aandacht der huisvaders te vestigen op het verleenen van die toelagen, dit waarlijk nationaal werk beter bekend te maken bij de hoofden van onderwijs-gestichten. Met dat doel werd aan de Regeering de volgende vraag gesteld :

2^{de} VRAAG.

« Wil de Regeering opgeven :

- » a) De namen van hen die thans handelsstudiebeurzen genieten ;
- » b) Hunne verblijfplaats ;
- » c) Hoeveel jaren ieder hunner die gunst nog kan genieten ;
- » d) De verworven uitslagen sedert de instelling dier studiebeurzen ? »

ANTWOORD.

« a) Op 1 December laatstleden waren beursgenieters in 1908 :

» De heeren Blancke, Emiel ; Bossut, Edmond ; Busschaert, Pieter ; de Bosschere, Jacob ; de Bournonville, Camille ; graaf du Monceau de Bergendael, Lodewijk ; baron del Marmol, Julius ; De Poortere, Jozef ; de Saint-Omer, Hendrik ; Grafé, Albert ; Lossignol, Joris ; Paternot, Prosper ; Vanderghote, Pieter ; Van Lier, Lodewijk.

» b) Zij verblijven respectievelijk te Bombay, Kaïro, New-York, Tokio, Guatemala, Sanghaï, Tanger, Valparaiso, Calcutta, Santa-Maria (Rio Grande do Sul-Staat), Buenos-Ayres en Johannesburg.

» c) De reisbeurzen, door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken toegekend, worden jaarlijks verstrekt en kunnen altijd onttrokken worden wanneer de houder de hem opgelegde verplichtingen niet zou nakomen.

» Het Koninklijk besluit, dat ze inricht, bepaalt noch het bedrag der beurzen, noch het getal dienstjaren van de begrooting waarop zij kunnen uitgetrokken worden. Het bepaalt enkel het volledig bedrag van de gelden die aan een zelfden persoon kunnen toegekend worden, zijnde 18,000 frank.

» d) De uitslagen van de reisbeurzen zijn over 't algemeen bevredigend, zooals de Regeering antwoordde op eene vraag van de Middenafdeeling voor de Begrooting van verleden jaar, « alhoewel het de beurshouders om gezondheidsredenen of persoonlijke misrekeningen soms onmogelijk is uit hunne reizen al het verhoopte nut te trekken. »

Wij deelen de meening van den heer van Scherpenzeel, hoofdingenieur, bestuurder der Mijnen en consul-generaal van België te Moscou, « dat de toekenning door de Regeering van reis- en studiebeurzen een der beste middelen is tot officieele aanmoediging van het persoonlijk initiatief. Het is nuttig dat de Staat de vestiging in den vreemde begunstige van jonge diplomahouders, komende niet alleen uit het Hooger Handelsgesticht van Antwerpen, maar ook uit andere Handelsscholen die thans meestal aan onze Universiteiten gehecht zijn. De licentiaten van elken graad in de handelswetenschappen, die eene reisbeurs verlangen, zouden voorafgaandelijk een proeftijd van ten minste twee jaar in den handel of de nijverheid moeten doorgebracht hebben. De beurshouder moet op de hoogte zijn van de middelen en de behoeften van zijn

land, alvorens naar den vreemde te trekken. Hij zal licht de handelspraktijk leeren in eenen min of meer langen proeftijd in een belangrijk huis voor uitvoer te Hamburg of te Londen, alwaar hij zich rekenschap zal geven van de middelen tot uitbreiding van den Europeeschen handel met de overzeesche landen ».

V. — HET ONTWERP TOT VERHOOGING VAN RECHTEN INGEDIEND BIJ DE FRANSCH KAMER DOOR DE TOLCOMMISSIE.

De bedreiging met nieuwe rechten, te heffen aan de Fransche grens, bracht groote ontroering teweeg in de nijverheids- en arbeiderswereld in ons land.

Het schijnt dat vooral de schoeisels bedoeld worden in dit ontwerp. Sommige takken van den landbouw en den tuinbouw zijn insgelijks bedreigd.

Het Nationaal Verbond der Meesters-Schoenmakers, te Brussel vergaderd, en *het Verbond der Schoenenfabrikanten te Isegem*, stuurden tot de overheden verzoekschriften, waarvan een luidt als volgt :

« De ondergeteekenden, leden van het Verbond der Schoeiselsfabrikanten van Isegem, nemen de eerbiedige vrijheid u het volgende verzoekschrift te onderwerpen :

» Overwegende, dat in de Fransche Kamer een ontwerp ter tafel werd gelegd tot herziening der invoerrechten op schoeisels ;

» Overwegende, dat de voorgestelde rechten zoodanig verhoogd worden dat zij voor onze artikelen ware verbodsmaatregelen zouden zijn ;

» Overwegende, dat de voortbrenging van de Fransche schoeiselsnijverheid, in 1906, 700 millioen frank bedroeg (*Économiste français*, 9 Februari 1907), en dat de invoer 7 millioen frank bedroeg (Ministerie van Financiën. Oorkonden betreffende den handel in Frankrijk, 1906), hetzij 1 t. h. van de inlandsche voortbrenging ;

» Overwegende, dat de invoer van Belgische schoeisels in Frankrijk, in 1905, 871,545 frank bedroeg ; in 1906, 953,626 frank en, in 1907, 985,890 frank, en dat Frankrijk naar België uitvoerde, in 1905, voor 703,263 frank schoeisels, in 1906 voor 682,375 frank en in 1907 voor 747,221 frank ;

» Overwegende, dat Frankrijk naar België uitvoert eene groote hoeveelheid leder, namelijk in 1905 voor 2,956,940 frank, in 1906 voor 2,732,970 frank, in 1907 voor 2,566,530 frank ;

» Overwegende, dat de schoeisels, die wij naar Frankrijk sturen, hoofdzakelijk gemaakt worden uit Fransch leder, dat hier dus enkel eene ruiling geschiedt ;

» Overwegende, dat de verhooging der invoerrechten den uitvoer van Belgische schoeisels gevoelig zou treffen of belemmeren, en dat dienvolgens de uitvoer van het leder uit Frankrijk in dezelfde mate zou getroffen worden ;

» Overwegende, ten slotte, dat de voorgestelde verhooging noch billijk, noch redelijk schijnt,

» Zoo heeft het Verbond der Schoenenfabrikanten van Isegem de eer uwe welwillende aandacht te vestigen op dien toestand, en verzoekt u de gegrondheid van ons vertoog in te zien en onze zaak bij de openbare machten te willen ondersteunen, opdat de bestaande invoerrechten eenvoudig zouden gehandhaafd en geenszins verhoogd worden. »

Uit dit schrijven blijkt dat, evenals wij, Frankrijk er belang bij heeft, het *statu quo* te handhaven.

Verhooging van rechten zou trouwens voor onmiddellijk gevolg hebben:

1^o Volstrekte afschaffing van allen invoer van Belgische schoeisel in Frankrijk; dus louter verlies voor Frankrijk van de thans ontvangen rechten;

2^o Even klaarblijkende afschaffing van allen uitvoer van leder uit Frankrijk naar België; dus gevoelig verlies voor tal van Fransche nijverheidslieden.

Wij weten overigens uit goede bron hoe de leerfabrikanten en leerhandelaars, alsmede de schoenverkoopers, met deze zaak bezorgd zijn en hoezeer zij tegen dit nieuw ontwerp van tarief gekant zijn.

Deze redenen, gevoegd bij het betrouwen dat wij koesteren in de bezorgdheid der Regeering en in den verlichten ijver van hare ambtenaren, laten ons verhoplen dat eerlang dit belangrijk vraagstuk eene gunstige oplossing zal krijgen.

5^e VRAAG.

« Het ontwerp tot verhooging der invoerrechten, ingediend bij de Fransche Kamer door de Tolcommissie, heeft in zekere nijverheidskorpsen van ons land erge ontroering verwekt, vooral in de bonden van schoenfabrikanten. Heeft de Regeering zich dit vraagstuk aangetrokken? »

ANTWOORD.

« De Regeering wijdt hare meest ernstige zorgen aan de kwestie van de herziening van het Fransche toltarief, door de Tolcommissie van de Fransche Kamer der Afgevaardigden onlangs voorbereid. Er dient nochtans aangemerkt te worden dat zulk ontwerp tot nog toe niet werd overgelegd in de Fransche Kamer; voor 't oogenblik kennen wij enkel de eerste verslagen, uitgebracht in den naam van de Tolcommissie.

» Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dat reeds kennis nam van de klachten der verschillende nijverheidstakken onzes lands, namelijk van de schoeiselnijverheid, neemt zorgvuldig nota van de wenschen die uitgedrukt werden zoowel aangaande het tarief der invoerrechten in Frankrijk als aangaande eene eventueele herziening van zekere Belgische tariefbepalingen.

» Beslissen welk gevolg zou gegeven worden aan deze stappen, ware echter voorbarig. »

VI. — TOENADERING TUSSCHEN NEDERLAND EN BELGIË.

De Middenafdeeling kent de belangstelling van de Regeering in de beraadslagingen van de Nederlandsch-Belgische Commissie, die binnen eenige dagen hare werkzaamheden zal hervatten; zij acht het dus oorbaar, de aandacht van onze waarde Ministers en van de hooge ambtenaren der verschillende

ministeriën in 't bijzonder te vestigen op zekere wenschen van practischen aard die reeds onderzocht werden of eerlang zullen onderzocht worden door de afgevaardigden der beide landen, als daar zijn : het brengen van eenheid in de spoorwegtarieven, het verlagen van het posttarief, en wellicht ook het brengen van eenheid in het haven-regiem. Zij acht ook nuttig, hun te herinneren het zoo belangrijk vraagstuk van het exequatur der vonnissen, het brengen van eenheid in het wisselrecht en, ten slotte, de toepassing van zekere nieuwe regelen ten voordeele van de landbouwers die in de onmiddellijke nabijheid der grenzen wonen.

Om die reden besloot de Middenafdeeling tot de Regeering de volgende vraag te richten :

4^e VRAAG.

« Heeft onze Regeering met de Nederlandsche Regeering onderhandelingen aangeknoopt betreffende het exequatur der vonnissen ? »

ANTWOORD.

« De Regeering heeft de inzichten gepeild van de Regeering van H. M. de Koningin der Nederlanden over het aanknoopen van onderhandelingen strekkende tot het sluiten van eene overeenkomst over de rechterlijke bevoegdheid, over de kracht en de tenuitvoerlegging der vonnissen, der scheidsrechterlijke beslissingen en der authentieke akten. Het Kabinet van 's Gravenhage beantwoordde deze voorstellen nog niet. »

4^e VRAAG^{bis}.

« Heeft onze Regeering met de Nederlandsche Regeering onderhandelingen aangeknoopt betreffende de herziening der wetsbepalingen over het vervoer van landbouwvoortbrengselen, voor de landbouwers wier gronden zich uitstrekken tot over de grens ? »

ANTWOORD.

« Bij gelegenheid van het onderzoek der Begrooting van Buitenlandsche Zaken voor het jaar 1907, stelde de Middenafdeeling van de Kamer der Volksvertegenwoordigers eene vraag aangaande de regelen die gelden voor het vervoer van landbouwvoortbrengselen geteeld op gronden welke in de Nederlandsch-Belgische grensstreek gelegen zijn.

» Het Departement van Buitenlandsche Zaken antwoordde op die vraag dat het in den laatsten tijd geen enkele klacht ontvangen had van wege Belgische eigenaars, over moeilijkheden die zij zouden gehad hebben in de ontginning der gronden welke zij over de grens bezitten. Het voegde erbij dat, zoo op dit stuk wenschen geuit worden, het niet nalaten zou, met de andere bevoegde departementen uit te zien naar de middelen om de belanghebbenden tevreden te stellen.

» Daar er sedertdien over den bestaanden toestand niet werd geklaagd,

zoo heeft 's Konings Regeering de behoefte niet ingezien, onderhandelingen aan te knopen met de Nederlandsche Regeering. »

4^e VRAAG^{ter}.

Heeft onze Regeering met de Nederlandsche Regeering onderhandelingen aangeknoopt betreffende het brengen van eenheid in het wisselrecht, een maatregel die gebillijkt schijnt door de steeds aangroeiende vermeerdering van de handelsbetrekkingen ?

ANTWOORD.

« De Regeering der Nederlanden zond onlangs aan de Belgische Regeering, alsmede aan de andere Staten die op de tweede Vredesconferentie vertegenwoordigd waren, eene mededeeling waarbij zij hare inzichten peilde over de vraag of zij zouden geneigd zijn deel te nemen aan een diplomatische conferentie die te s' Gravenhage zou vergaderen, wellicht in September aanstaande, en die ten doel zou hebben het brengen van eenheid in de wetten op den wisselbrief, den ordebrief en wellicht ook de check.

» 's Konings Regeering antwoordde aan de Nederlandsche Regeering dat zij wel tevreden was om aan de ontworpen bijeenkomst deel te nemen. »

VII. — ONZE TIJDEDIJK UITWIJKELEN.

De Beschermingscomiteiten voor Belgische werklieden die op vaste tijdstippen over de grens arbeid gaan zoeken om hun dagelijksch brood te verdienen, zijn het eens om den ijver en de toewijding te loven waarmede onze consuls hun ambt waarnemen ten aanzien van die ongelukkigen.

De leden dezer comiteiten weten bij ervaring hoe ingewikkeld en moeilijk te beslechten zijn de geschillen, die onze arbeiders soms onderling, en nog meer met de vreemde werkgevers hebben.

En nochtans worden onze agenten niet afgeschrikt door lange onderhandelingen, noch door menigvuldige reizen, noch door de teleurstellingen die zij soms beleven; zij ontvangen nochtans voor dit ondankbaar werk en die talrijke stoornissen geene bijzondere vergoeding.

De erkentelijkheid kanselarijcosten die wij hun deswege verschuldigd zijn, is des te grooter en te oprechter; doch zou er geen grond toe zijn, de kanselarijcosten te verhoogen ten bate van de consuls die zich in de vervulling dier taak bijzonder onderscheiden? Een weinig meer middelen zou hen in de gelegenheid stellen, soms hulp te verleen aan dezen of genen onzer ergst beproefde landgenooten. Wij weten dat in moeilijke omstandigheden de arme menschen de gelegenheid niet laten ontsnappen hun de hand uit te steken. Verschaffen wij hun dus het middel om die menschen doelmatig te helpen.

Met genoegen overigens zag de Middenafdeeling in de toelichting van het ontwerp van begrooting, dat daaraan een nieuw artikel is toegevoegd, artikel 12, bestaande uit eene overdracht van artikel 11 en luidende als

volgt : *Voorloopige hulp gelden aan Belgen die zich zonder middelen van bestaan in den vreemde bevinden ; mogelijke kosten van overbrenging naar het vaderland ; toelagen aan de Belgische gestichten van barmhartigheid, in vreemde landen opgericht.* Aangevraagd krediet : 15.000 frank. Dit nieuwe krediet voldoet den wensch geuit door de Middenafdeeling die het ontwerp van Begrooting voor 1908 onderzocht. De Middenafdeeling voor 1909 drukt deswege haren dank uit aan de Regeering.

Zij maakt zich ook den tolk van een wensch, uitgedrukt in de vierde afdeeling, en dringt aan, ten bate onzer werklieden, op de meer en meer volmaakte kennis van de Vlaamsche taal die van het personeel onzer consulaten moet geëischt worden. Ernstige verbeteringen werden aangestipt en onze beschermingscomiteiten voor tijdelijke uitwijkelingen hebben niet nagelaten hunne voldoening daarover uit te drukken ; doch het ware overdreven te beweren dat geen vooruitgang op dien weg meer te wenschen is.

5^e VRAAG.

« Herhaaldelijk wees men erop hoe noodig het is voor onze consulaire agenten, ten minste de beginselen der Vlaamsche taal te kennen en deze taal behoorlijk te spreken.

» Blijft de Regeering zich onledig houden met dit belangrijk vraagstuk, en neemt zij desaangaande doeltreffende maatregelen ? »

ANTWOORD.

« Het Belgische consulaire korps bestaat uit beroepsconsuls, door de Schatkist bezoldigd, en uit niet-bezoldigde agenten, verkozen onder de voornaamste personen van de plaats waar zij hun ambt te vervullen hebben.

» Sedert de herinrichting van het consulsambt in 1896, worden de beroepsconsuls gekozen onder de candidaten, die een diploma bezitten van licentiaat van den hooger en graad in de handels- en consulaire wetenschappen, afgeleverd door het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen, naar luid van het ministerieel besluit van 12 Januari 1897, of door de Belgische universiteiten, aan doctors in de rechten, ingenieurs en licenciaten in de handelswetenschappen die dezen graad verkregen na twee jaren studie in een gesticht van openbaar of privaat onderwijs.

» De kennis der Vlaamsche taal wordt vereischt van de Belgische leerlingen van het Hooger Handelsgesticht te Antwerpen.

» Het Koninklijk besluit van 28 September 1896, dat in de rechtsfaculteit der Staatshoogeschole den graad en het diploma instelt van licentiaat van den hooger en graad in handels- en consulaire wetenschappen, bedingt dat de recipiendus bewijze in staat te zijn zich van de Vlaamsche taal te bedienen.

» De handelsconsuls echter, ten getale van 600 ongeveer tegen 64 beroepsconsuls, moeten, krachtens de reglementen, zooveel mogelijk verkozen worden onder de Belgen, bij voorkeur onder die welke een bekwaamheidsdiploma bezitten, en, bij onstentenis van Belgische candidaten, onder de meest aanbevelenswaardige vreemdelingen die het meest

in staat zijn onze belangen te behartigen. De kennis van de in België gesprokene talen is immers eene reden tot voorkeur.

» Zij wordt voornamelijk geëischt van de agenten die geroepen zijn hun ambt uit te oefenen in de streken waar een groot getal onzer landgenooten inwijken, hetzij in de aangrenzende landen, hetzij in de landen van coloni-seering of in de vreemde havens die geregeld door Belgische zeelieden bezocht worden.

» Het is overigens meermaals gebeurd dat medewerkers, die de Vlaamsche taal kenden, werden toegevoegd aan titularissen van dergelijke posten, wanneer men ondervond dat deze laatste ambtenaren niet genoegzaam onze beide landstalen kenden. »

De Middenafdeeling keurde het ontwerp van Begrooting goed met 4 stemmen tegen eene en eene onthouding.

Zij heeft de eer, u de aanneming daarvan voor te stellen.

De Verslaggever,

CH. GILLÈS DE PÉLICHY.

De Voorzitter,

COOREMAN.

